

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Contre le chaos impérialiste, le programme de lutte de la classe ouvrière

- Vers une nouvelle récession
- Trump et sa guerre commerciale
- L'extrême droite allemande
- Allemagne : une campagne antiouvrière
- Colombie : après la présidentielle
- Aimé Césaire, entre littérature et nationalisme

4192.87

14398.79

-7.40% -334.91

-8.24% 1293.65

Contre le chaos impérialiste, le programme de la classe ouvrière

- Vers une nouvelle récession
- Trump et sa guerre commerciale
- L'extrême droite allemande
- Allemagne : une campagne antiouvrière
- Colombie : après la présidentielle
- Aimé Césaire, contre littérature et nationalisme



Au sommaire de ce numéro

Contre le chaos de l'impérialisme en putréfaction, le programme de lutte de la classe ouvrière	1
En route vers une nouvelle récession	8
Trump et sa guerre commerciale	14
Allemagne: l'extrême droite xénophobe bat le pavé	21
Allemagne: la prétendue pénurie de travailleurs qualifiés	23
Colombie: après l'élection présidentielle	28
Aimé Césaire, entre littérature et nationalisme	34

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Contre le chaos de l'impérialisme en putréfaction, le programme de lutte de la classe ouvrière

Il y a un lien profond, organique, entre les différents événements d'une situation mondiale chaotique, aussi bien dans son économie que dans les relations internationales et dans l'évolution politique des puissances impérialistes, et jusque dans l'incapacité de l'humanité à faire face aux conséquences écologiques de sa propre activité, du réchauffement de la planète à la transformation des océans en poubelles.

La réalité qui s'exprime par tous ces faits et événements multiformes, c'est la présente crise de l'économie capitaliste mondiale. Nous parlons de crise actuelle, car les crises rythment périodiquement l'économie capitaliste depuis ses débuts et constituent en quelque sorte son régulateur normal.

Trotsky, parlant des crises « ordinaires » du capitalisme, déclarait, en juin 1921, lors du troisième congrès de l'Internationale communiste : « *Tant que le capitalisme n'aura pas été brisé par une révolution prolétarienne, il vivra les mêmes périodes de hausse et de baisse, il connaîtra les mêmes cycles. Les crises et les améliorations sont propres au capitalisme dès le jour de sa naissance et l'accompagneront jusqu'à sa tombe.* »

Mais il constatait également : « *Pendant les périodes de développement rapide du capitalisme, les crises sont courtes et ont un caractère superficiel (...). Pendant les périodes de décadence, les crises durent longtemps et les relèvements sont momentanés, superficiels et ba-*



sés sur la spéculation. »

L'évolution de fond, le poids déterminant de la finance, la « *transformation des actionnaires en parasites sociaux* » (Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, 1939), la décomposition de l'économie capitaliste ne datent certes pas d'aujourd'hui. La financiarisation de l'économie non plus, bien que la crise actuelle en souligne les dégâts, avec netteté.

Ce constat avait amené Lénine, il y a un siècle déjà, à parler de l'impérialisme comme du

« *stade sénile* » du capitalisme, et Trotsky, dans le *Programme de transition*, à parler de « *l'agonie du capitalisme* ».

Cette agonie dure bien plus longtemps que Lénine et Trotsky ne l'avaient espéré. Mais la durée d'une organisation sociale ne se mesure pas à la même échelle que la vie humaine. L'humanité a payé cette longue agonie de l'organisation capitaliste de la société par deux guerres mondiales au cours du siècle dernier.

Le capitalisme a semblé connaître au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale une phase de rémission. Celle-ci était limitée et superficielle. Elle n'a duré qu'une petite vingtaine d'années, moins que la période qui s'est écoulée depuis les crises successives au début des années 1970. L'effondrement du système monétaire international a ouvert une longue période de soubresauts plus ou moins violents de la finance, sur fond de stagnation globale de la production, de chômage de masse, dont l'économie capitaliste ne parvient pas à sortir.

Que cela signifie-t-il? C'est que le marché, c'est-à-dire la capacité d'achat d'une grande partie de la population, des classes populaires et essentiellement des salariés, ne s'accroît pas, voire recule, au point que les entreprises ne peuvent pas assurer des bénéfices en augmentation à leurs propriétaires et actionnaires par une augmentation des ventes.

LUTTE ENTRE CAPITALISTES POUR LA PLUS-VALUE...

La science et les techniques continuent à progresser malgré tous les obstacles représentés par la propriété privée des moyens de production et malgré la concurrence entre les monopoles. Mais ces progrès aggravent encore une des contradictions fondamentales de l'économie capitaliste, entre les possibilités illimitées de la production et les limites du marché.

L'ensemble de la production ne connaît pas la croissance qui assurerait l'augmentation de la plus-value globale dégagée par l'exploitation des travailleurs qui participent au processus de production, et que les capitalistes s'approprient.

Dans une économie basée sur le profit privé, cela signifie que la lutte entre les capitalistes eux-mêmes pour s'approprier une part individuelle plus grande de la plus-value globale est plus âpre, plus féroce.

Cette guerre entre capitalistes, où la loi générale est que les plus forts écrasent les plus faibles, pèse à son tour sur la production. Les intérêts particuliers des capitalistes s'opposent non seulement aux intérêts collectifs de la société, mais à leur intérêt en tant que classe sociale.

Vis-à-vis de la classe exploitée, les capitalistes se comportent comme une classe

ayant des intérêts collectifs. Mais en même temps, la loi de la jungle est à la base des relations entre capitalistes. Ce sont les deux aspects d'une même réalité.

Cette opposition dialectique entre l'intérêt global de la classe capitaliste et les intérêts individuels de chaque capitaliste est aggravée par la financiarisation de l'économie.

Parmi toutes les formes de revenus de la bourgeoisie, celle qui prévaut de plus en plus est le revenu financier. La production rapporte moins pour les grands capitaux que les opérations financières. C'est la raison pour laquelle le grand capital investit de plus en plus dans celles-ci, et de moins en moins dans la production.

L'accroissement de la financiarisation signifie que la finance puise de plus en plus dans la masse totale des profits créés.

Ce que la presse appelle « croissance » est principalement celle du profit financier et du profit des entreprises les plus puissantes, qui assure la fortune de leurs propriétaires et actionnaires. Le capital financier a pris le commandement de l'économie capitaliste depuis sa phase impérialiste. Plus l'économie est financiarisée, plus la finance parasite toutes les autres formes concrètes de l'activité économique.

Que, derrière toutes les autres formes de l'activité économique, il s'agisse du même capital, et plus particulièrement du même grand capital monopolisé par la grande bourgeoisie, ne change rien au fait que toute l'économie doit payer sa prébende à la finance. Le parasitisme de la finance ronge toute l'économie capitaliste de l'intérieur.

... SUR FOND DE GUERRE DE CLASSE IMPITOYABLE CONTRE LES EXPLOITÉS

La concurrence entre groupes capitalistes pour le partage de la plus-value globale se déroule sur le fond de leur guerre de classe contre la classe ouvrière pour augmenter cette plus-value globale.

En tant qu'exploités, les travailleurs subissent l'aggravation de l'exploitation pour ceux qui conservent un emploi, et la gravité du chômage pour les autres.

En tant qu'usagers des services publics, des hôpitaux, des maisons de retraite, des écoles, des transports publics, ils en subissent la détérioration, c'est-à-dire les prélèvements croissants de l'État pour alimenter la finance.

La financiarisation porte l'anarchie de l'organisation capitaliste de l'économie à des sommets et accroît la compétition entre les entreprises capitalistes et entre les nations capitalistes.

Quand le tas d'os n'augmente pas, les chiens s'entre-déchirent davantage, et ce sont les plus féroces, les plus rusés et surtout les plus puissants qui s'en sortent le mieux, aux dépens des plus petits, des plus faibles!

Et c'est cette situation écono-



mique qui commande en dernier ressort toute l'actualité politique, à l'échelle nationale comme internationale.

Dans tous les pays, au-delà de la variété des situations et des étiquettes de ceux qui gouvernent, ce sont partout des mesures antiouvrières, des politiques d'austérité. Les étiquettes politiques changent, mais l'objectif est partout d'augmenter la part des sommets de la bourgeoisie dans le revenu national, en écrasant la condition ouvrière, mais aussi en écornant les revenus de la bourgeoisie petite et moyenne.

À l'échelle internationale, c'est cette situation de crise qui favorise la montée des protectionnismes, c'est-à-dire les interventions des États pour protéger leur classe capitaliste contre les concurrentes : guerres commerciales des États-Unis contre la Chine et contre l'ensemble de l'Europe, et plus discrètes entre États européens, y compris ceux de l'Union européenne (UE) ; guerres commerciales de toutes les puissances impérialistes contre des pays plus pauvres, où le mot même de guerre n'est pas des plus justes tant elle se mène à sens unique, tant les armes sont inégales. Mais il est vrai qu'en la matière même les puissances impérialistes de seconde zone en Europe ne font pas le poids face à l'impérialisme américain, en raison de leurs divisions en particulier. Il n'est qu'à observer les misérables lamentations des dirigeants européens face au rouleau compresseur américain imposant son boycott, total ou partiel, vis-à-vis de l'Iran, de la Russie, sans parler de Cuba et de bien d'autres.

Ces guerres commerciales sont d'autant plus compliquées – d'autant plus absurdes, pourrait-on dire, si l'absurdité sur cette question n'était pas un aspect de celle du système capitaliste dans son ensemble

– que les économies sont interdépendantes à un point tel que nombre de mesures protectionnistes d'un pays contre une nation capitaliste adverse se retournent contre ses propres capitalistes dont les capitaux sont à l'œuvre dans la nation concurrente. C'est sans doute pour cette raison qu'un Trump dit bien plus que ce qu'il fait et que ses menaces protectionnistes sont, dans bien des domaines, plus des menaces verbales que des actes. Mais, dans une économie mondiale financiarisée où les capitaux se déplacent dans une large mesure dans un but spéculatif, les menaces virtuelles ont des conséquences réelles et imprévisibles.

LES CONFLITS MILITAIRES, MANIFESTATION DES GUERRES ÉCONOMIQUES

Les conflits militaires, pour le moment locaux, sont une expression, directe ou indirecte, des guerres économiques. En particulier au Moyen-Orient où la concurrence a toujours été vive entre grandes puissances, notamment en raison des ressources pétrolières de cette région, mais qui s'exacerbe encore plus dans une période de crise. Ceux qui meurent aujourd'hui sous les bombes à Idlib en Syrie, ou qui mouraient hier à Mossoul ou à Alep, et à qui les dirigeants politiques ne peuvent même pas proférer le mensonge qu'ils meurent pour la patrie, meurent quand même pour cette guerre d'intérêts. Comme en sont victimes ceux qui fuient les bombes et rejoignent le flux des migrants qui tentent d'échapper à la misère ou à la dictature.

La situation chaotique de l'économie se reflète dans les relations internationales comme dans la vie politique de chaque nation capitaliste.

Mais, en même temps, la poli-

tique interfère avec l'économie financiarisée, où les capitaux se déplacent à la recherche d'un placement profitable à la vitesse de la lumière, d'un bout à l'autre de la planète. La frontière s'efface entre un investissement dans des moyens de production et un pur placement spéculatif à court terme.

L'impérialisme a imposé sa domination dans le sang et la souffrance des peuples soumis au pillage du grand capital par les pays colonisateurs. Mais les nécessités mêmes de l'organisation du pillage systématique et durable exigeaient de construire des routes, des ports, des lignes de chemin de fer, etc. Le pillage de l'impérialisme financiarisé n'a même pas ces retombées-là. Les déplacements de capitaux ont un caractère plus imprévisible et plus chaotique. Les capitaux qui se déplacent dans un but spéculatif se portent non seulement sur des actions, sur des variations monétaires, ou des ressources minières comme le fer, le cuivre, le zinc, ou agricoles telles le bois, le blé ou le vin. Ils spéculent sur des États, leur solvabilité, sur des pays entiers, la rentabilité de leur économie. Ils se précipitent sur un pays à un moment donné, prélèvent leur prébende puis se retirent plus vite qu'ils ne sont venus. Mais en ruinant le pays au passage.

Une crise gouvernementale, une décision politique comme le Brexit, c'est-à-dire le départ du Royaume-Uni de l'UE, une mesure protectionniste de Trump ou l'arrivée au pouvoir de la droite extrême en Italie, déclenchent des soubresauts spéculatifs qui aggravent encore la situation économique. Le chaos politique reflète le chaos économique, et vice-versa.

La bourgeoisie elle-même craint un effondrement financier catastrophique, ce que ses économistes appellent parfois une crise systémique.

Il ne s'agit pas de discuter de cette éventualité, et encore moins du moment où elle est susceptible de se produire. Personne ne peut le deviner, pas même les maîtres de l'économie, qui ne maîtrisent rien.

Un numéro récent du *Monde* (7 septembre 2018) titrait: «Les pays émergents en zone de turbulences», pour constater que «ce n'est pas encore la tempête mais en cette rentrée les marchés émergents tanguent dangereusement». Signe d'une économie mondiale chaotique et en même temps interdépendante au point que les soubresauts monétaires se produisent en termes quasi identiques dans des pays dispersés aux quatre coins de la planète: «Mercredi 5 septembre, la roupie indonésienne est tombée à son niveau le plus bas depuis 1998, époque de la crise asiatique. Après la livre turque et le peso argentin en août, le rand sud-africain, le rouble russe, le real brésilien ou encore le peso mexicain ont beaucoup souffert ces derniers jours. La volatilité des monnaies

des pays émergents est proche des plus hauts enregistrés dans la foulée de la crise financière de 2008.»

Ce n'est pas la première fois que de telles secousses se produisent, rien qu'au cours des dix ans écoulés depuis la crise du système financier de 2008. Comment ne pas y voir un avertissement, un de plus? Comment ne pas se remémorer le constat fait par Trotsky en 1938 sur la situation mondiale de son temps: «*La croissance du chômage approfondit [...] la crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés. [...] La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. [...] Sous la pression constante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Éthiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe centrale...) doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial.*»

La ressemblance entre la situation décrite en son temps par Trotsky et aujourd'hui n'est

pas fortuite. Malgré l'éloignement dans le temps et la différence de situations, les spasmes du capitalisme en décomposition se ressemblent. Et aussi les programmes pour la classe ouvrière, nécessaires pour faire face à la situation.

LA NÉCESSITÉ D'UN PROGRAMME DE CLASSE POUR LES EXPLOITÉS ET D'UN PARTI POUR L'INCARNER

Quel que soit son développement ultérieur, la crise actuelle de l'économie capitaliste a déjà fait reculer les conditions d'existence de la classe ouvrière de plusieurs années. Par ses conséquences directes ou indirectes, elle a déjà affecté toute la vie sociale, comme lors de la précédente grande crise qui, à partir de 1929, avait poussé toute l'humanité vers la barbarie de la Deuxième Guerre mondiale.

La crise actuelle qui s'est manifestée à partir du début des



DÉFENSE CIVILE SYRIENNE WHITE HELMETS

Bombardement d'un quartier d'Idlib, le 9 septembre 2018.

années 1970 n'a pas commencé par un effondrement financier aussi brutal que le Jeudi noir de 1929. Elle est plus étalée, plus rampante – avec cependant la grave crise financière de 2008 – mais ses effets pour l'humanité menacent d'être similaires.

La question fondamentale de l'époque était: quelle classe sociale dirigera la société? La bourgeoisie conduit la société vers l'effondrement. C'est la situation objective qui pose de nouveau, d'une façon aiguë, la question de la révolution sociale. Une révolution qui détruira le pouvoir de la bourgeoisie, qui conduira à la prise de pouvoir par les travailleurs organisés en une classe qui, forte de son pouvoir, expropriera la grande bourgeoisie et entamera la transformation de la société de fond en comble, en mettant fin à la propriété privée des moyens de production, à l'économie du profit et à la concurrence.

La classe ouvrière est la seule classe sociale capable d'accomplir cette révolution sociale. À plusieurs reprises dans le passé, elle s'est donné un parti dont l'objectif était le renversement de la bourgeoisie.

En France, le premier des grands partis qui se sont donné cet objectif, le Parti socialiste, est passé depuis longtemps dans le camp de la bourgeoisie. Au temps de Trotsky, il était déjà un parti de gouvernement, avec cependant encore un pied dans la classe ouvrière. Ce n'est plus le cas. Le PS est devenu un réservoir de politiciens dévoués à la bourgeoisie et à l'ordre capitaliste, avant de sombrer corps et âme même en tant que principal parti de la gauche bourgeoise.

Avec quelques années de retard, le PCF lui-même, pourtant né avec la volonté de remplacer le PS défaillant, a suivi le même chemin. La seule différence historique est que, pour se mettre au service de la bour-

geoisie, il a commencé par se mettre au service de la caste bureaucratique de feu l'Union soviétique. Le cheminement a été différent, mais pour aboutir au même résultat.

Les syndicats de plus en plus intégrés à l'État bourgeois ont suivi la même évolution.

Trotsky, confronté en 1938 à la crise, à ses conséquences et à la marche à la guerre, avait résumé la période en affirmant: «*La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.*» Cette idée était tellement fondamentale qu'il l'a répétée à trois reprises, sous des formes différentes, dans le *Programme de transition*.

Depuis la disparition de Trotsky, l'effet délétère de la société capitaliste a continué son œuvre destructrice. Les anciens partis de la classe ouvrière sont devenus eux-mêmes des instruments pour désarmer la seule classe sociale susceptible de menacer le pouvoir du grand capital, en étouffant jusqu'à l'idée même de lutte de classe, et surtout de lutte de classe menée consciemment par la classe ouvrière et qui ne peut s'arrêter qu'au renversement de l'ordre capitaliste.

Mais la lutte de classe n'est pas seulement une idée, c'est une réalité qui s'enracine dans les rapports sociaux du capitalisme et que l'aggravation de la crise fera ressurgir.

Le véritable problème d'aujourd'hui est de donner à cette réalité profonde qu'est la lutte de classe une expression politique consciente. C'est la tâche fondamentale de notre époque, celle qui conditionne tout le reste.

Face à la crise et à ses conséquences, la classe ouvrière relèvera la tête. Il faut qu'elle le fasse sous le drapeau de la révolution sociale. Cela nécessite que la classe ouvrière se donne un programme et un

parti pour l'incarner. Par-delà le temps écoulé, cette nécessité est la même qu'à l'époque de Trotsky. C'est pourquoi le meilleur guide pour les militants communistes révolutionnaires reste aujourd'hui encore le *Programme de transition*.

Nous ne revenons pas ici sur ses différents aspects; ni sur la façon de formuler aujourd'hui ce que Trotsky appelait les revendications transitoires.

Il ne s'agit pas d'un ensemble de recettes.

C'est un programme pour la classe ouvrière en lutte. «*Les idées ne deviennent une force que lorsqu'elles s'emparent des masses*», disait déjà Marx. Mais la démarche des militants communistes révolutionnaires n'est certainement pas d'attendre que cela arrive tout seul. Leur devoir, c'est de militer pour ce programme. Militer même lorsque cela apparaît déconnecté de la réalité, de la conscience de la classe ouvrière.

En 1938, les réjouissances des travailleurs après les «acquis» des grandes grèves de juin 1936 n'avaient plus de sens. La guerre était déjà effective en Chine, en Éthiopie, et annonciatrice, avec la défaite de la révolution espagnole, de la Deuxième Guerre mondiale! Une guerre qui non seulement allait annihiler tous les acquis antérieurs, mais aussi plonger toute la société dans la barbarie.

Aucun mécanisme n'est aujourd'hui à l'œuvre, comme au milieu des années 1930, dessinant la ligne de fracture autour de laquelle allait se produire la confrontation entre les deux camps opposés dans la guerre mondiale. Mais l'histoire ne se répète pas à l'identique. Les multiples guerres locales qui n'ont jamais cessé peuvent se généraliser et se mondialiser.

La conscience de la classe ouvrière est éloignée des nécessités exigées par la situation objective du capitalisme. Mais,



pour reprendre la formulation de Trotsky discutant du *Programme de transition* en 1938: « Le caractère scientifique de notre activité consiste dans le fait que nous adaptions notre programme non pas aux conjonctures politiques ou à l'humeur aujourd'hui des masses telles qu'elles sont mais à la situation objective représentée par la structure économique de classe de la société. »

C'est la situation objective qui finira par imposer la nécessité de revendications qui s'appuient sur les intérêts de classe des travailleurs. Mais à condition que ces revendications soient avancées au sein de la classe ouvrière et opposées aux illusions véhiculées par la bourgeoisie et ses avocats par-

mi les travailleurs.

La seule façon de lutter efficacement contre le chômage est d'imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, en commençant par l'interdiction des licenciements. L'agitation autour de ce problème crucial est aussi simple qu'indispensable.

La revendication de garantir le pouvoir d'achat des salaires et des retraites par leur augmentation automatique au rythme des hausses de prix a pu sembler hors de propos pendant une longue période où l'inflation était modérée. Elle peut revenir dans l'actualité (les travailleurs de Turquie, qui ont vu récemment leur pouvoir d'achat s'effondrer brutalement avec la perte de valeur

de la livre turque par rapport au dollar, pourraient en témoigner). Le retour à l'inflation est déjà annoncé, voire souhaité par certains milieux de la bourgeoisie.

La nécessité de créer des groupes de défense ouvriers a semblé éloignée des mentalités pendant longtemps. Elle peut redevenir très rapidement d'une actualité brûlante pour les travailleurs s'ils ne veulent pas subir ce qu'ont subi les travailleurs dans l'Italie de Mussolini ou dans l'Allemagne de Hitler, avant même l'accession du parti fasciste ou du parti nazi au pouvoir.

La montée d'une extrême droite active et violente en Allemagne représente un danger immédiat pour les immigrés et ceux qui s'en solidarisent et prennent leur défense. C'est une menace pour tous les travailleurs, pour leurs organisations, pour les quelques libertés démocratiques qui subsistent dans les démocraties impérialistes. La chasse aux travailleurs immigrés, si elle n'est pas stoppée à temps, se transformera inévitablement en chasse aux travailleurs tout court. Les travailleurs d'Allemagne, quelles que soient leurs origines, seront peut-être mis devant l'obligation de mettre en place des moyens de se défendre et de défendre leurs syndicats, pourtant complètement intégrés dans le système politique de la bourgeoisie.

Les grandes entreprises qui choisissent de s'implanter sans se soucier ni de l'environnement de la région, ni de la vie de ceux qui y vivent (l'implantation en Guyane d'une multinationale, La Montagne d'or, en est une illustration actuelle), l'État lui-même construisant certaines infrastructures (autoroutes, aéroports, chemins de fer...) dont l'utilité est discutable, plus généralement les multiples décisions prises en fonction d'intérêts privés

nuisibles aux intérêts de la collectivité, suscitent de plus en plus souvent des réactions venant de la société. Ces réactions se concrétisent parfois par des protestations contre la nuisance de telle installation industrielle ou de tel projet d'infrastructure.

Des associations apparaissent, certaines pour exprimer ces protestations, d'autres pour populariser dans une foule de domaines, notamment l'alimentation, les idées de transparence ou de traçabilité.

Ces préoccupations, comme les associations qui les expriment, viennent dans la plupart des cas de la petite bourgeoisie. Sur le fond comme dans les formulations, elles portent la marque de cette classe sociale, sa vision étriquée des maux de la société, son incapacité de classe à s'en prendre à la racine du mal et à mettre en cause le capitalisme. Cette incapacité l'amène à formuler ses exigences dans les termes moraux du bien ou du mal. Sa perspective se limite, en dernier ressort, à celle, utopique et réactionnaire, de rendre le capitalisme meilleur, plus soucieux des hommes et de la nature. Les manifestations qu'elle inspire politiquement peuvent aboutir à des succès partiels, faire reculer un gouvernement sur telle ou telle question, en fonction du degré de mobilisation. Cependant, les succès ne peuvent être, au mieux, que partiels et constituer des impasses, au pire, déviés vers des exigences individualistes, conservatrices ou réactionnaires. L'«écologie politique», ses aventures et ses impasses illustrent cette incapacité profonde de toute une classe so-

ciale à s'élever à la hauteur des problèmes généraux de l'humanité, qu'il s'agisse du changement climatique ou de la dégradation des océans et de l'atmosphère.

Seule la classe ouvrière dans toute sa diversité peut, en poussant jusqu'à ses conséquences ultimes sa lutte pour des exigences découlant de ses intérêts de classe, transformer l'idée mièvre de la transparence en contrôle réel des faits et gestes de la classe capitaliste. Elle est la seule force sociale présente au cœur de la production de biens matériels, de leur transport et de leur distribution. Elle est présente, par l'armada des salariés employés dans les banques, dans les multinationales de l'assurance, etc., au cœur des institutions financières. Elle seule peut contrôler, mais contrôler vraiment, la classe capitaliste là où réside son pouvoir économique. Le contrôle par les travailleurs sur les entreprises capitalistes est un premier pas vers l'expropriation de la grande bourgeoisie

Aussi éloignés que paraissent aujourd'hui la levée du secret des affaires et le contrôle des exploités sur la production et sur les banques, ils sont inscrits dans la logique des revendications, comme la répartition du travail entre tous ou l'échelle mobile des salaires et des pensions. C'est le contrôle qui leur donne sens et possibilités. C'est la raison pour laquelle il faut formuler ces exigences, en faire le programme de lutte de la classe ouvrière car, pour paraphraser Trotsky, même si ce programme ne correspond pas à l'état d'esprit momentané des travailleurs, il correspond aux



nécessités objectives.

Il va de soi que les militants communistes révolutionnaires doivent trouver les formulations concrètes qui rendent les exigences compréhensibles. Il faut qu'ils partent des préoccupations du moment, politiques ou revendicatives, mais pour anticiper le futur dans la perspective de la mobilisation de la classe ouvrière.

Il faut que les militants communistes révolutionnaires apprennent à s'emparer de tous les faits d'actualité, de toutes les manifestations concrètes des dégâts d'un capitalisme pourrissant. Pas pour en rester à des solutions partielles et encore moins pour proposer des impasses.

Le seul guide en la matière doit être la conviction profonde que seul le prolétariat peut renverser le pouvoir de la bourgeoisie et épargner à la société humaine un retour en arrière et une plongée, lente ou brutale, dans la barbarie.

14 septembre 2018



En 2008...

En route vers une nouvelle récession

«La fête est finie», titrait l'éditorial du mensuel *Alternatives économiques* de juillet. L'auteur y constate qu'«il y a quelques mois, l'économie européenne pouvait sembler tirée d'affaire : la croissance était revenue, le chômage reculait lentement mais sûrement et même l'endettement public se mettait enfin à baisser. [...] Les dernières semaines ont fait voler en éclats ce conte de fées». En un mot, la reprise économique de l'économie capitaliste a fait long feu.

Les prévisions tantôt optimistes, tantôt pessimistes des commentateurs de l'économie ne valent guère mieux que celles des astrologues, tant les variations de l'économie sont anarchiques et imprévisibles. L'éditorial du mensuel analysait en fait les dernières évolutions du PIB. Les chiffres de croissance du PIB ne signifient pas grand-chose en absolu. Mais les variations de ces chiffres indiquent néanmoins quelques tendances de l'économie capitaliste. Et il est notable que ces dernières semaines, en particulier pour l'Europe, pour l'Allemagne, la France, l'Italie, les prévisions ont été pour la plupart revues à la baisse. Début juillet, le FMI pronostiquait un ralentissement de la croissance, de 2,4% en 2017, le sommet de ces dix dernières années, à 1,9% en 2019 pour la zone euro. Mais la zone euro n'est pas la seule concernée. C'est aussi le cas du Royaume-Uni, du Japon, du Brésil, de la Turquie... Au total, il semble bien que toute l'économie capitaliste ralentisse une nouvelle fois, avec une particularité ce-

pendant : les chiffres de croissance de l'économie américaine qui atteignent en ce moment des records mais dont le recul est d'ores et déjà annoncé.

Il faut noter ici que, de «fête», lors de cette reprise économique qui commença fin 2016, il n'y en eut en réalité que pour la bourgeoisie. En France, si en 2016 les profits de l'ensemble des sociétés non financières étaient restés au même niveau qu'en 2015, une année faste qui avait vu leur progression d'environ 3% selon l'Insee, ces mêmes profits ont de nouveau progressé d'environ 3% sur les quatre derniers trimestres. Le taux de marge, qui donne une image des profits, est remonté de moins de 30% en 2013-2014 à environ 32% depuis 2015, une augmentation qui représente des dizaines de milliards d'euros accaparés par les entreprises et leurs actionnaires. Mais pour les travailleurs, la crise n'a cessé de s'aggraver. Le nombre de chômeurs est toujours en progression. Toutes catégories confondues, il est de 6,3 millions, près du double de

ce qu'il était en 2008. En réalité, le nombre d'emplois créés ces derniers mois ne suffit pas à couvrir l'augmentation naturelle, du fait de la démographie, du nombre de travailleurs sur le marché. Et ces statistiques ne disent rien sur la nature des emplois créés : c'est à une explosion de la précarité, des contrats courts, intérim, CDD, Uber et de la sous-traitance, qu'on a assisté. La proportion de CDI dans l'emploi salarié, qui était de 87,5% au début des années 2000, n'arrête pas de chuter, elle est de 84,5% en 2017. Le nombre d'intérimaires bat des records. En juin 2018, il y aurait eu 850 000 travailleurs condamnés à l'intérim, deux fois plus qu'en 2008 et 100 000 de plus que l'année dernière à la même date. Quant aux salaires, ils ne suivent plus, depuis longtemps pour les plus bas, l'évolution des prix. Le retour en force de l'inflation, aux alentours de 2% selon les chiffres officiels, permet au patronat d'aggraver de cette manière aussi l'exploitation des travailleurs.

REPRISE ET RÉCESSION DANS UN SYSTÈME EN CRISE PERMANENTE

Il y a, parmi les économistes de la bourgeoisie, plusieurs interprétations du ralentissement en cours. Certains disent que la reprise économique sur laquelle s'appuyaient les gouvernements européens ces derniers mois s'expliquait essentiellement par des mesures conjoncturelles, le prix bas des matières premières et la politique monétaire accommodante de la BCE, celle qui consiste à injecter dans l'économie des dizaines de milliards chaque mois. Or le prix du baril de pétrole a doublé ces derniers mois et la BCE restreint ses injections, du coup l'économie ralentit. Ce à quoi il faut ajouter, au moins pour la France, les mesures qui ont restreint la consommation des couches populaires en amputant leur pouvoir d'achat, comme la hausse de la CSG qui n'est à ce jour que très partiellement compensée par l'exonération de la taxe d'habitation ou par celle des cotisations sociales. D'autres voient dans le ralentissement actuel le cours normal du cycle capitaliste. Certains disent que le régime de croissance de 2016-2017 était insoutenable à long terme. Selon leur raisonnement, l'accélération de 2016-2017 était liée à la sortie de l'économie capitaliste de la récession précédente, la période qui commence étant une période dite d'expansion précédant une nouvelle récession. Notons que la période d'expansion se fait à un si petit régime qu'il est presque ridicule de lui donner ce nom.

Car c'est bien là le trait général de la période. Le ralentissement actuel observé en Europe n'est en fait qu'une nouvelle illustration de l'incapacité du capitalisme à sortir de la crise commencée dans les années 1970 et dont le krach de

2008 fut une étape dans son aggravation. Sur fond de crise générale, l'économie subit des hauts et des bas, des reprises et des récessions. Mais en réalité, le capitalisme n'a plus aucune perspective de développement. Il ne peut maintenir ou augmenter ses profits qu'en faisant la guerre à la société, en pillant ce que les générations passées ont accumulé et en ramenant toujours en arrière la condition des travailleurs, en particulier la condition des travailleurs des pays développés qui avait progressé dans les années 1950 à 1970. L'expression « stagnation séculaire » est revenue dans la presse économique. Alors que les besoins élémentaires de centaines de millions d'hommes ne sont pas satisfaits, l'économie stagne, non pas faute d'argent – les capitalistes n'ont sans doute jamais été aussi riches – mais faute de marchés en développement, de promesses de profits. Ainsi un éditorialiste du journal *Les Échos* du 10 juillet dernier écrivait : « *Les acteurs du capitalisme, dirigeants d'entreprises et grands investisseurs, ne savent plus quoi faire des masses d'argent qu'ils font circuler. Ils n'ont plus de grands projets. Du coup, cet argent revient aux actionnaires. Au lieu de lever de l'argent en émettant de nouvelles actions pour financer leur essor, les entreprises rachètent leurs vieilles actions.* » Le trait caractéristique de cette économie en crise permanente est toujours la financiarisation de l'économie, les capitaux se tournant massivement vers les marchés financiers. Un article du même journal signé par un haut cadre de la Société générale constatait le 24 juillet, en termes policés, le même parasitisme de l'économie capitaliste. Il affirmait qu'il était trop tôt pour enterrer la stagnation séculaire parce que « *le rebond actuel de la croissance doit beaucoup aux politiques monétaires ultra-accommodantes. [...] Le taux d'investissement des entre-*

prises dans le monde développé reste aujourd'hui inférieur à sa moyenne d'avant crise [de 2009]. [...] La montée de l'endettement et la formation de bulles financières deviennent alors les ressorts de la croissance de l'économie. »

Le ralentissement de la croissance ne sera pas sans conséquence sur la politique des gouvernements. Pendant la période de relative reprise, la guerre sociale ne s'est pas arrêtée. Pour garantir les profits des capitalistes avec le retournement de la conjoncture, elle doublera d'intensité, les mesures annoncées en France fin août contre les retraités n'étant que le hors-d'œuvre.

LA BOURGEOISIE AMÉRICAINNE SAIGNE LA PLANÈTE

Il n'y a guère qu'aux États-Unis que l'économie capitaliste semble avoir le vent en poupe. Mais là aussi, derrière la façade, on peut voir le même parasitisme à l'œuvre. Aux États-Unis aussi, les chiffres de croissance annoncés (plus de 4% en rythme annuel pour le dernier trimestre, 3% sur l'année) sont aussi pour l'essentiel le fruit de la réforme fiscale décidée par Donald Trump à la fin de l'année dernière, consistant à baisser les impôts de 140 à 150 milliards de dollars par an. Car, bien que Donald Trump ait maintes fois répété que ces baisses d'impôts étaient destinées aux « classes moyennes », cette réforme fiscale constitue en fait un véritable transfert de fonds de l'ensemble de la société vers les plus riches. Il a été calculé par une commission parlementaire composée de démocrates et de républicains, et citée par *Les Échos*, que les classes moyennes (les foyers dont les revenus sont compris entre 20 000 et 100 000 dollars par an), la moitié de la population du pays, bé-



néficeront de 23% des baisses d'impôts, le même taux que les plus riches (ceux qui gagnent plus de 500 000 dollars par an), et qui représentent 1% de la population. La même commission a calculé que, dès 2021, les plus pauvres verront leurs impôts augmenter et que dès 2027 les seuls véritables gagnants seront les 25% des foyers gagnant plus de 100 000 dollars par an. Pour les entreprises, le gain est immédiat. Ainsi les grandes banques qui ont annoncé leurs résultats ces dernières semaines engrangent des centaines de millions supplémentaires : grâce à la réforme fiscale de Trump, le taux d'imposition réel de Wells Fargo est passé de 27,5% à 18,8%, ajoutant à lui seul 636 millions de dollars de bénéfices sur le dernier trimestre. Chez Bank of America, le taux d'imposition effectif a reculé de 9%, avec un gain de près de 800 millions de dollars.

Depuis début 2017, afin de préparer la prochaine récession, inéluctable, la Réserve fédérale américaine, la FED, a mis un frein à l'argent facile en relevant son taux directeur de 0,6% à 2%. Par l'entremise des marchés financiers, ce taux oriente les taux d'intérêt auxquels les banques, les fonds et l'État américain se prêtent mutuellement les capitaux en dollars. Pendant des années, avec des taux nuls ou quasi nuls et au travers des

rachats de dettes, les banques centrales des pays riches ont dopé le système en inondant les marchés financiers de liquidités. Ils se sont mis en quête du meilleur placement, en prêtant aux plus offrants, en spéculant sur les matières premières ou sur les dettes des États. Aujourd'hui, dans un contexte international de plus en plus tendu, sur fond de guerre commerciale, de protectionnisme et d'embargo, le relèvement du taux de la FED pousse les possesseurs de ces mêmes capitaux à quitter les pays où ils avaient placé cet argent pour le ramener aux États-Unis, où la hausse des taux offre des rendements sinon meilleurs du moins, pensent-ils, moins risqués. Cet afflux de capitaux vers les États-Unis a pour effet d'affaiblir les monnaies des pays qu'ils quittent. C'est le cas du baht thaïlandais qui a perdu 6% depuis le début de l'année, de la roupie indienne, 11%, de la roupie indonésienne, 12%, du rand d'Afrique du Sud, jusqu'à 25%, du réal brésilien, plus de 30%. Pour les monnaies turque et argentine, dont se sont débarrassés à tour de bras les capitalistes et spéculateurs en tout genre, l'affaiblissement s'est transformé en déroute. L'Argentine, dont la monnaie a perdu près de la moitié de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année, a dû promettre aux banques et aux fonds inter-

nationaux des rendements faramineux en relevant son taux directeur de 25% à 45% à la mi-août et à 60% fin août, dans l'espoir d'éviter de s'enfoncer encore plus. La Turquie avait précédé l'Argentine sur cette voie, sa monnaie ayant chuté de 18% en une seule journée le 10 août et jusqu'à plus de 50% depuis janvier. Alors que ces économies, turque comme argentine, sont pourries de dettes et en particulier de dettes en dollars, une telle chute est une catastrophe économique que paieront cher les couches populaires, par l'inflation et par les mesures que le FMI imposera en échange de son aide financière. Quant à l'économie américaine, l'afflux de capitaux permet de faire baisser les taux d'intérêt à long terme. Par l'intermédiaire d'un dollar fort, c'est toute la planète qui contribue au financement de la bourgeoisie américaine.

CRISE ÉCONOMIQUE ET CRISES POLITIQUES

Si l'on en croit ceux qui voient dans le ralentissement actuel une phase normale du cycle économique, cette phase est dans le meilleur des cas le prélude d'une nouvelle récession. Mais cela suppose que la crise ne s'aggrave pas encore plus vite. Or, aux risques maintenant récurrents de krachs que sont la dette hypertrophiée, privée et publique, et les bulles spéculatives que les banques centrales alimentent en inondant les marchés financiers de liquidités, s'ajoutent ce que les capitalistes appellent eux-mêmes les risques géopolitiques. Sans même parler de la situation au Moyen-Orient, en Iran, en Turquie, ou de la guerre commerciale qui s'amorce peut-être entre les États-Unis et le reste du monde, c'est la montée des courants nationalistes en Europe et aux États-Unis qui polarise les ges-

tionnaires de fonds et autres responsables de banques. Dans une économie mondiale fortement intégrée, mais où le niveau d'endettement public et privé bat tous les records, l'arrivée de ces courants au pouvoir dans différents pays crée autant d'inconnues, d'incertitudes... et d'instabilités sur les marchés.

En Italie par exemple, il est notable que les marchés financiers parient de plus en plus sur une crise politique entre le nouveau gouvernement de la Ligue du Nord et du M5S et l'Union européenne. Les politiciens qui sont parvenus au pouvoir en Italie ont joué sur la même corde que ceux d'Autriche, que l'AfD et la CSU en Allemagne ou le Front national en France. Avec la crise, ils n'ont plus rien d'autre à vendre à leurs électeurs comme solution politique que le repli national et la démagogie anti-migrants. En Italie, pour se faire élire, les partis de cette coalition, dont une partie se dit de gauche, ont ajouté dans leur campagne des promesses de baisses massives d'impôts et des hausses tout aussi importantes de dépenses

(instauration d'un « revenu de citoyenneté », embauche de 10 000 fonctionnaires, détricotage de la réforme des retraites adoptée en 2011). La facture de ces mesures se monterait à plus de 100 milliards d'euros par an. Autant dire que, de tout cela, il ne restera sans aucun doute que les mesures contre les migrants et les discours nationalistes contre l'Union européenne. Mais en attendant, depuis la formation de ce gouvernement en mai dernier, en réaction à son hostilité affichée envers l'Union européenne, les marchés financiers ont imposé au gouvernement italien des taux d'intérêt en forte hausse sur les emprunts d'État. Ainsi les taux d'intérêt des emprunts d'État à deux ans sont passés de - 0,25 % (un taux négatif) à près de 3 % en deux jours fin mai, ceux à dix ans dépassent désormais régulièrement les 3 %, les grandes banques internationales imposant ainsi au budget italien une ponction supplémentaire de plusieurs milliards d'euros. L'Italie étant l'un des pays les plus endettés d'Europe, une crise politique pourrait facilement s'y trans-

former en crise de la dette, avec une envolée des taux à l'image de ce qui s'est passé en 2011. De fait, de nombreux fonds spéculatifs pensent que le gouvernement italien ne saura pas tenir ses promesses électorales et boucler son budget sans friction avec l'Union européenne, avec à la clé une nouvelle crise politique à l'automne. Ils parient, de plus en plus nombreux depuis début août, sur une chute des actions italiennes. La situation politique italienne est d'ores et déjà pointée par les capitalistes comme le risque majeur des semaines à venir.

L'arrivée au pouvoir de politiciens défendant le repli nationaliste et le protectionnisme est une conséquence de la crise qui va en s'aggravant depuis plus de quarante ans, les anciennes équipes au service de la bourgeoisie n'ayant plus rien à offrir à leur électorat pour justifier leur place. Sans même discuter des conséquences politiques, humaines voire humanitaires, sans même discuter de la dérive réactionnaire de tout un pan de la société, il faut voir que la propagande avec laquelle les nouvelles équipes ar-



Manifestation pour les salaires en Argentine en mai 2018.

rirent au pouvoir est en contradiction avec les intérêts de la grande bourgeoisie qui réalise ses profits à l'échelle du globe. Au Royaume-Uni, May qui a obtenu le pouvoir pour réaliser le Brexit fait tout pour que cela se passe au mieux pour le patronat. Quant aux travailleurs britanniques, ils ont déjà payé une partie de la note, par plus d'inflation, plus de précarité et des salaires en baisse. Alors si, conséquence de l'arrivée au pouvoir des courants nationalistes, la crise s'aggrave, la grande bourgeoisie et tous ces politiciens à son service feront payer les couches populaires, cette fois-ci au nom du nationalisme et se servant de la démagogie anti-immigrés.

LA QUESTION DE LA DETTE

Dans une économie ayant accumulé quantité d'explosifs sous forme de bulles spéculatives et de dettes hypertrophiées, les crises politiques peuvent jouer le rôle de détonateur. À chaque crise, le comportement des marchés est scruté à la loupe. Car c'est bien l'éclatement de l'une de ces bulles que tous redoutent. Pour ne parler que de celle de la dette, il faut noter que le niveau d'endettement des États, des entreprises et des ménages a atteint de nouveaux records (selon certains, 237000 milliards de dollars en avril, 317 % du PIB mondial!). Depuis la crise de la dette en 2012, le niveau d'endettement des États n'a pas vraiment diminué. En France, la dette publique augmente régulièrement depuis quarante ans. Elle est passée de 12 % du PIB à la fin des années 1960 à 60 % en 2000, puis à 80 % en 2010, pour atteindre 2200 milliards d'euros fin 2017, 97 % de la richesse produite annuellement. La charge de cette dette, c'est-à-dire le montant des intérêts à servir aux créanciers, est devenue très lourde : 41,2 milliards



«Stop à l'invasion, les nôtres d'abord». À la tribune lors d'un meeting en 2014, l'actuel ministre italien de l'Intérieur, Salvini, un démagogue xénophobe.

en décembre 2018, un montant supérieur au budget de la Défense nationale (32,4 milliards). En 2018, l'agence France Trésor qui gère la dette de l'État français indique qu'elle va devoir emprunter sur les marchés 195 milliards d'euros pour couvrir le déficit du budget de l'État et procéder au remboursement des crédits arrivant à échéance. La plupart des États empruntent en permanence de telles sommes, en proportion de leur économie.

C'est dire si les taux d'intérêt sur les marchés sont déterminants pour les États comme pour les grandes banques et les fonds qui jouent avec la dette des États. En cas d'aggravation de la crise, on le voit avec l'Italie, la Turquie ou l'Argentine, la question de la dette sera de nouveau posée. Certains courants réformistes (Attac, La France insoumise par exemple) mettent en avant comme mot d'ordre ou comme revendication politique l'annulation de la dette en partie ou en totalité. D'autres, à l'extrême gauche, reprennent à la suite de ces courants cette mesure, en disant même que c'est une mesure qu'ont prise les bolcheviks en février 1918, et que le soviet de Petrograd a voté cette mesure en décembre 1905. Mais justement, cette mesure fut prise en 1918 alors que les bolcheviks avaient pris le pouvoir. Et

en décembre 1905, les soviets étaient en lutte ouverte pour celui-ci. L'annulation de la dette s'intégrait alors dans un ensemble de mesures destinées à saper le régime tsariste dans le cadre de son renversement immédiat. C'était une mesure de combat, une manœuvre dans la révolution en cours. On est loin d'une telle situation.

Quand les réformistes revendiquent aujourd'hui l'annulation de la dette, il s'agit pour eux de faire croire que l'économie capitaliste marcherait bien mieux sans la ponction de la finance. Il en va de même quand ils disent que l'État se portait bien mieux quand il pouvait emprunter directement auprès de la Banque de France, avant 1973, sans passer par les marchés financiers. Il s'agit pour eux de faire croire qu'un bon gouvernement, le leur, pourrait dans le cadre de ce système basé sur le marché et la propriété privée avoir une politique économique qui ne soit pas celle de la grande bourgeoisie. Ils veulent entretenir l'illusion d'un État au-dessus des classes, en ne dénonçant qu'un aspect du capitalisme, les financiers, opposés aux industriels, une opposition pourtant bien vide de sens, alors qu'il s'agit de deux expressions du même grand capital monopolisé par les sommets les plus riches de la bourgeoisie, en évitant soigneu-

sement de remettre en cause la propriété privée capitaliste. L'annulation de la dette leur sert de programme, telle une mesure de relance dans le cadre du système. Ce programme, les États bourgeois l'ont déjà mis en œuvre, au moins partiellement, en annulant des tranches de dette de pays en difficulté afin de ne pas tuer la vache à lait. L'annulation de la dette signifie donc pour eux l'assainissement du système capitaliste afin qu'il reparte sur d'autres bases. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans les périodes de forte inflation, c'est-à-dire en faisant payer les travailleurs, comme au sortir du désastre de la Deuxième Guerre mondiale, quand les dettes passées sont tellement dévaluées par la hausse des prix qu'elles sont annulées de fait.

Les ambiguïtés contenues aujourd'hui dans la revendication de l'annulation de la dette en font un mot d'ordre qu'il faut laisser aux réformistes. La question de la dette est indissociable de celle du pouvoir. La dette est effectivement un des moyens dont dispose la bourgeoisie pour s'enrichir sur le dos de la population, charge à l'État de collecter de quoi payer les intérêts en s'attaquant aux couches populaires. Il faut donc dénoncer non seulement les banques et le monde de la finance mais aussi la grande bourgeoisie qui, dans son ensemble, au travers de ses participations dans de multiples fonds et sociétés, s'enrichit de cette façon par l'entremise de l'État à son service. Et il faut dire que pour mettre fin à ce vol, pour imposer le rembour-

sement de ces sommes gigantesques détournées au profit de quelques-uns, les travailleurs devront briser le cadre de la légalité bourgeoise, exproprier ces capitalistes, ce qu'ils ne peuvent faire que s'ils prennent le pouvoir.

Contrairement à tous ceux qui mettent en avant les traités européens comme le problème du jour, qui en fait défendent d'une manière ou d'une autre la sortie de l'Europe et le repli national, il faut dire que le problème de fond, ce ne sont pas les traités entre nations capitalistes, même s'ils sont bien évidemment des traités entre brigands, mais le capitalisme lui-même. La montée des taux d'intérêt en Turquie, en Argentine ou en Italie et les conséquences pour les couches populaires de ces pays ont d'ailleurs bien peu à voir avec les traités qui régissent les échanges entre les pays. En revanche, ils ont à voir avec le profit et la propriété privée, qui ne connaissent pas de frontières. Les grandes banques et les fonds d'investissement qui, à l'échelle internationale, spéculent sur la dette le font conformément à leur place dans la société capitaliste. Ils font voyager leurs capitaux d'un bout à l'autre de la planète pour maximiser leurs profits parce qu'ils n'ont pas d'autre choix que de le faire, sous peine de disparaître sous les coups de la concurrence. Et les États empruntent aujourd'hui en permanence sur les marchés internationaux parce qu'ils n'ont guère d'autre choix. Les principales puissances capitalistes européennes, américaine et japonaise –c'est moins vrai

pour les autres– y trouvent la plupart du temps quantité de capitaux en concurrence et aux taux les plus bas. Sauf quand la crise s'emballe...

C'est pourquoi, concernant le système financier et les revendications à mettre aujourd'hui en avant, le *Programme de transition* de Trotsky n'a en fait jamais été aussi actuel: «*À côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les banques concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. [...] Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes. Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique. [...] Cependant, l'ÉTATISATION DES BANQUES ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'État lui-même passe entièrement des mains des exploités aux mains des travailleurs.*»

8 septembre 2018



Trump et sa guerre commerciale

Les déclarations fracassantes de Donald Trump contre les concurrents chinois, européens ou canadiens des capitalistes américains, sa volonté affichée de réduire le déficit de la balance commerciale des États-Unis, sa décision de taxer certaines importations, suivie de mesures de rétorsion chinoises et européennes, alimentent la perspective d'une guerre commerciale, du retour à des barrières douanières qui entraveraient le commerce mondial et pourraient provoquer une récession économique.

Derrière ces déclarations aussi brutales que contradictoires, quelle est la part de poker menteur du maquignon Trump, négociant au nom de la bourgeoisie américaine ? Quelle est celle de la démagogie d'un président américain en campagne électorale de mi-mandat cherchant à obtenir des voix populaires en flattant le chauvinisme américain ? Qu'y a-t-il de changé dans les relations entre les principales puissances économiques de la planète du fait de la crise économique ?

LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE

Toute l'histoire des relations commerciales entre les bourgeoisies des différents pays est, depuis les origines du capitalisme, une succession non seulement d'épreuves de force commerciales mais le plus souvent de guerres tout court, pour s'assurer des colonies, des sources de matières premières, des débouchés pour leurs marchandises et leurs capitaux. La rivalité entre les puissances impérialistes européennes, dont le capital et les capacités de production se heurtaient à

des marchés trop étroits et trop morcelés, a engendré la Première Guerre mondiale.

Depuis plus d'un siècle, les forces productives sont mûres pour le socialisme. Le niveau qu'elles ont atteint nécessite une production rationnelle, planifiée, qui prenne en compte les besoins et les capacités de production à l'échelle du globe tout entier. L'échec de la vague révolutionnaire des années 1917-1921 a donné un sursis au capitalisme. L'humanité l'a payé d'une nouvelle crise majeure, d'un repli protectionniste de grande ampleur suivi d'une nouvelle guerre mondiale qui lui a coûté des dizaines de millions de morts, des souffrances et des destructions matérielles inouïes. À l'issue de celle-ci, les États-Unis ont émergé comme la puissance impérialiste dominant la planète, à l'exception, au moins partiellement, des régions du monde placées sous la tutelle de la bureaucratie soviétique jusqu'à la disparition de l'Union soviétique.

Mais cette suprématie n'a pas fait disparaître la concurrence, sans cesse renouvelée. Si la suprématie américaine s'est accompagnée depuis la Deuxième Guerre mondiale d'une poli-

tique douanière globalement libre-échangiste, les mesures protectionnistes ou les taxes aux importations n'ont jamais disparu. Dans les années 1980 à 2000, quand se négociaient les divers traités de libre-échange entre de multiples pays sous l'égide du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) puis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les normes sanitaires et techniques, ou encore les domaines réservés au nom de la défense nationale, représentaient des dizaines de milliers d'exceptions au libre-échange. Chaque produit faisait l'objet d'un marchandage. En atteste le poids des annexes aux divers traités signés.

Toutes les administrations américaines ont défendu, par tous les moyens et bien souvent par les armes, les intérêts de la bourgeoisie américaine partout dans le monde. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a pas eu une seule année sans une guerre quelque part sur la planète, impliquant directement ou par l'intermédiaire de bandes armées locales les puissances impérialistes, en premier lieu les États-Unis. Et cela ne concerne pas que

l'Afrique ou le Moyen-Orient. Il n'y a pas si longtemps, les visées américaines sur les pays issus de l'ancienne Union soviétique ont engendré la guerre en Ukraine. Quant aux impérialismes européens, s'ils sont plus faibles, ils ne sont pas en reste. Il y a vingt-cinq ans, les appétits économiques concurrents de la France et de l'Allemagne sur la Yougoslavie ont contribué à déclencher une guerre au cœur même de l'Europe.

Aujourd'hui que le capitalisme s'enfonce dans la crise, avec un marché mondial saturé, des investissements productifs limités et une financiarisation de l'économie encore jamais atteinte, la concurrence s'exacerbe entre les capitalistes et les puissances qui défendent leurs intérêts. C'est dire qu'aujourd'hui, plus encore qu'à l'époque de Jaurès, « *le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage* ». Et pas seulement la guerre commerciale.

LA PUISSANCE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Le slogan électoral de Trump, « *Make America Great Again* » (« *Redonner sa grandeur à l'Amérique* »), ne signifie pas que les capitalistes américains aient perdu leur suprématie. Trump a fait son cheval de bataille de la réduction du déficit commercial, un déficit de l'ordre de 570 milliards de dollars par an, aux deux tiers vis-à-vis de la Chine. Mais si les États-Unis importent davantage qu'ils n'exportent, cela n'est pas forcément un signe de faiblesse économique pour la bourgeoisie américaine.

Une part de ces importations est le fait d'entreprises américaines implantées à l'étranger. Quand Apple vend ses iPhones fabriqués en Chine, les profits vont aux actionnaires d'Apple. Dans une économie mondia-

lisée, la balance commerciale d'un pays masque des relations bien plus complexes. Michelin, Daimler, BMW et tant d'autres possèdent des dizaines d'usines aux États-Unis, à partir desquelles ils exportent dans tout le continent américain. Ces exportations sont « *made in USA* ». À l'inverse, Ford, General Electric ou Carrier ont construit ou racheté des usines en Europe. Les produits qu'ils vendent ne sont pas comptabilisés dans les exportations américaines mais les profits reviennent aux actionnaires américains de ces sociétés. Quant aux composants utilisés dans les usines américaines, ils sont fabriqués par des sous-traitants implantés dans une multitude de pays. Ils traversent plusieurs fois les mers et les frontières avant d'être assemblés.

Le dollar étant la monnaie du commerce mondial, les États-Unis peuvent financer leur déficit commercial en prêtant des dollars à toute la planète. Ils vivent à crédit en émettant des bons du Trésor que les possesseurs de capitaux du monde entier s'arrachent, y compris l'État chinois lui-même, dont une partie de l'excédent commercial est investie en bons du Trésor américain. Le rôle central du dollar dans le commerce mondial est une arme politique majeure pour les États-Unis.

Cette arme oblige actuellement les grands groupes européens à quitter l'Iran après la décision de Trump de dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien et de rétablir l'embargo, sous peine de sanctions ou d'interdiction d'accéder au marché américain. Comme l'expliquait Patrick Pouyanné, le PDG de Total, au journal *Le Monde* du 30 août 2018 : « *L'essentiel du capital mondial et du système financier est entre les mains d'investisseurs et de banquiers américains: c'est la force du capitalisme américain. Un groupe mondial comme Total ne peut*

pas prendre le risque de se voir interdire l'accès à ces ressources financières. On peut regretter que les États-Unis utilisent la force de leur système pour imposer leur loi, mais c'est la réalité de notre monde global. » Autrement dit, Pouyanné prend acte que les plus forts font la loi et qu'il doit s'y plier.

Si l'hégémonie américaine reste incontestable, sur tous les terrains, économiques, politiques comme militaires, celle-ci doit être sans cesse défendue et réaffirmée en montrant ses muscles. C'est à cela que s'emploie Trump, dans le contexte économique actuel, avec son style personnel brutal mais aussi la vision politique d'un magnat de l'immobilier qui ne fait pas l'unanimité parmi la bourgeoisie américaine elle-même.

LES RELATIONS INÉGALES ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS

La première cible de Trump a été la Chine, accusée de concurrence déloyale et d'exporter des marchandises produites à bas coût, avec des subventions de l'État chinois, sans respecter les règles de l'OMC, en pratiquant des transferts de technologie forcés ou en restreignant l'accès du marché chinois aux entreprises étrangères. En réalité, dès son entrée dans l'OMC en 2001, la Chine a subi des taxes sur une multitude de produits exportés, en particulier sur l'acier, taxé lourdement bien avant Trump, aux États-Unis comme en Europe. La majorité des taxes antidumping contre l'acier chinois a été mise en place en 2015-2016, sous Obama. Du fait de ces taxes anciennes, les exportations d'acier chinois vers les États-Unis sont déjà presque nulles.

C'est en position de subordonnée que la Chine a été réintégrée dans le commerce inter-

national à la fin du 20^e siècle. Du fait de son histoire et de la lutte du régime maoïste pour recouvrer l'indépendance du pays au profit de la bourgeoisie chinoise, l'État a joué un rôle majeur dans le développement des grandes entreprises. Ce rôle central leur a permis de se tailler une place dans le marché mondial. Tout en restant souvent cantonnées au rôle de sous-traitants, tout en se voyant écartées de certains marchés, elles sont devenues de véritables concurrentes de leurs homologues occidentales dans divers secteurs. Les dirigeants chinois, dans un plan baptisé « made in China 2025 », ont d'ailleurs annoncé leur ambition de prendre la tête de plusieurs secteurs technologiques.

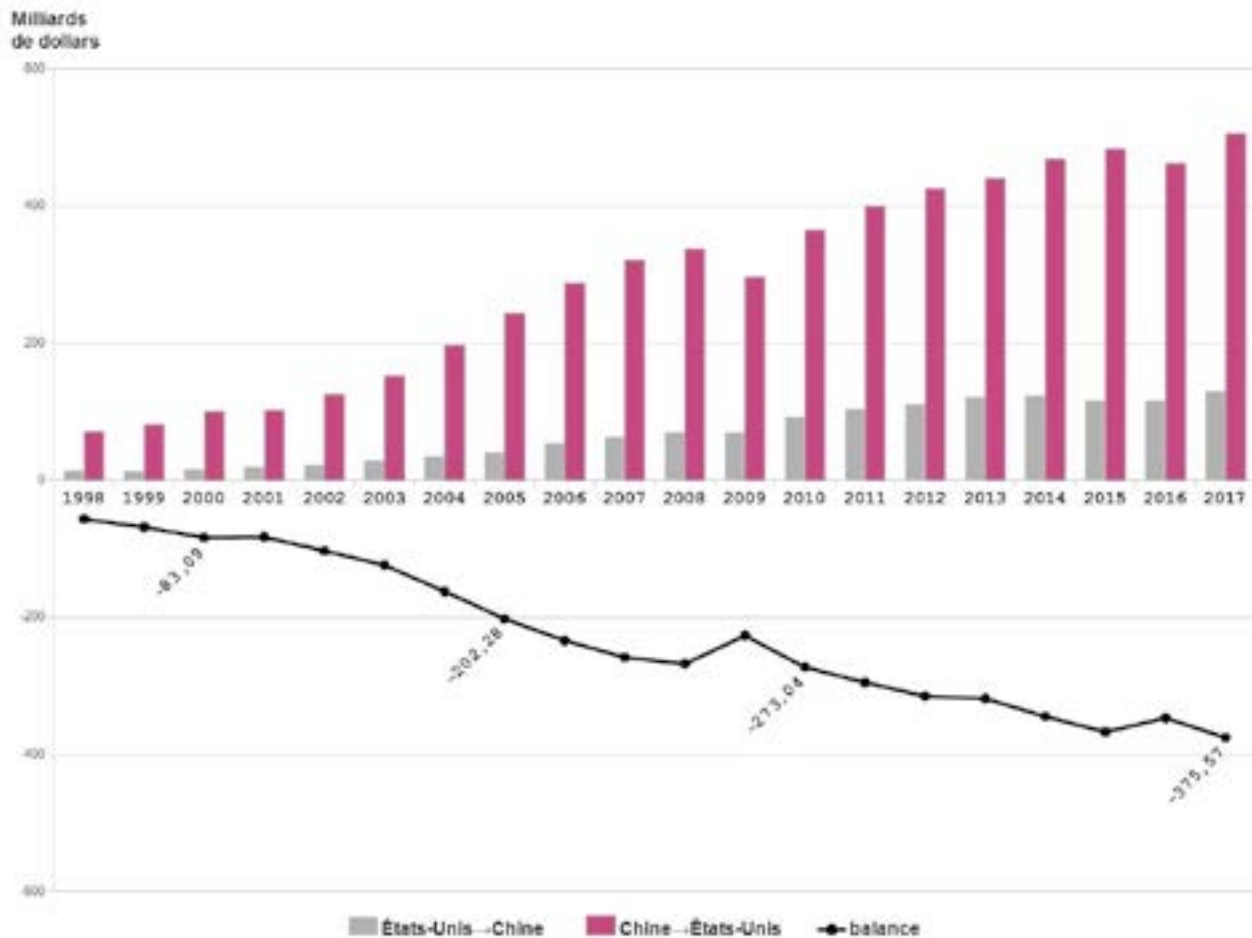
Année après année, les exportations chinoises vers les

États-Unis augmentent plus vite que les exportations américaines vers la Chine. Selon les chiffres de la banque mondiale, de 80 milliards de dollars en 2000, le déficit commercial américain avec la Chine était monté à 202 milliards en 2005 et à 367 milliards en 2016. La Chine est le premier exportateur au monde avec 14 % de parts du marché, loin devant les États-Unis (9%) puis l'Allemagne (8%). Derrière ce déficit, se cache le rôle d'atelier du monde joué par la Chine. Elle exporte des chaussures, des meubles, des jouets produits à bas coût mais aussi beaucoup de machines ou d'équipements électroniques. Parmi ces derniers produits, certains sont fabriqués en sous-traitance ou sous forme de joint-venture (coentreprise) avec des com-

pagnies américaines, qui surtout ne veulent rien changer à ce commerce inégal. D'autres sont des produits chinois venant directement concurrencer les produits américains. D'où le courroux de Trump et sa déclaration de guerre... commerciale.

En imposant unilatéralement des droits de douane sur les panneaux solaires et les machines à laver en janvier 2018, puis sur l'acier et l'aluminium en mars, Trump cherche à imposer une négociation commerciale forcée avec les dirigeants chinois comme avec les autres partenaires commerciaux des États-Unis. Semaine après semaine, la liste des produits chinois taxés ou contingentés aux États-Unis augmente. Fin août, l'administration américaine annonçait la taxation à

LDC



source : U2 Census Bureau 2018

Évolution des échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine depuis vingt ans. La balance est de plus en plus déficitaire pour les États-Unis.



Le port de Shanghai, qui expédie des milliers de conteneurs chaque jour vers l'Europe ou l'Amérique.

25% de 50 milliards de dollars de produits chinois et elle menace de porter dès septembre à 200 milliards de dollars le montant des produits taxés. Selon le représentant au Commerce auprès de Trump, Robert Lighthizer, la liste « *vise les produits qui concourent aux objectifs industriels de la Chine tout en minimisant l'impact sur l'économie américaine* ». Parallèlement le Congrès américain a voté en août une loi interdisant l'utilisation par les administrations fédérales de matériels de télécommunication produits par les firmes chinoises ZTE et Huawei. Des fusions ou des rachats d'entreprises du secteur électronique ont été interdites sous prétexte qu'elles étaient favorables à la Chine.

Sans surprise, les dirigeants chinois ont imposé en représailles des droits de douane sur des produits américains. Ils ont ciblé notamment les produits agricoles, les fruits, le porc et surtout le soja, que les agriculteurs américains vendent massivement à la Chine. En ciblant les États agricoles américains,

terres électorales favorables à Trump, les dirigeants chinois exercent une pression politique. Parce qu'ils importent moins depuis les États-Unis qu'ils n'y exportent, parce que leur marché intérieur, trop peu solvable, ne peut pas absorber les produits taxés par les États-Unis, leurs marges de manœuvre sont plus limitées que celles de Trump.

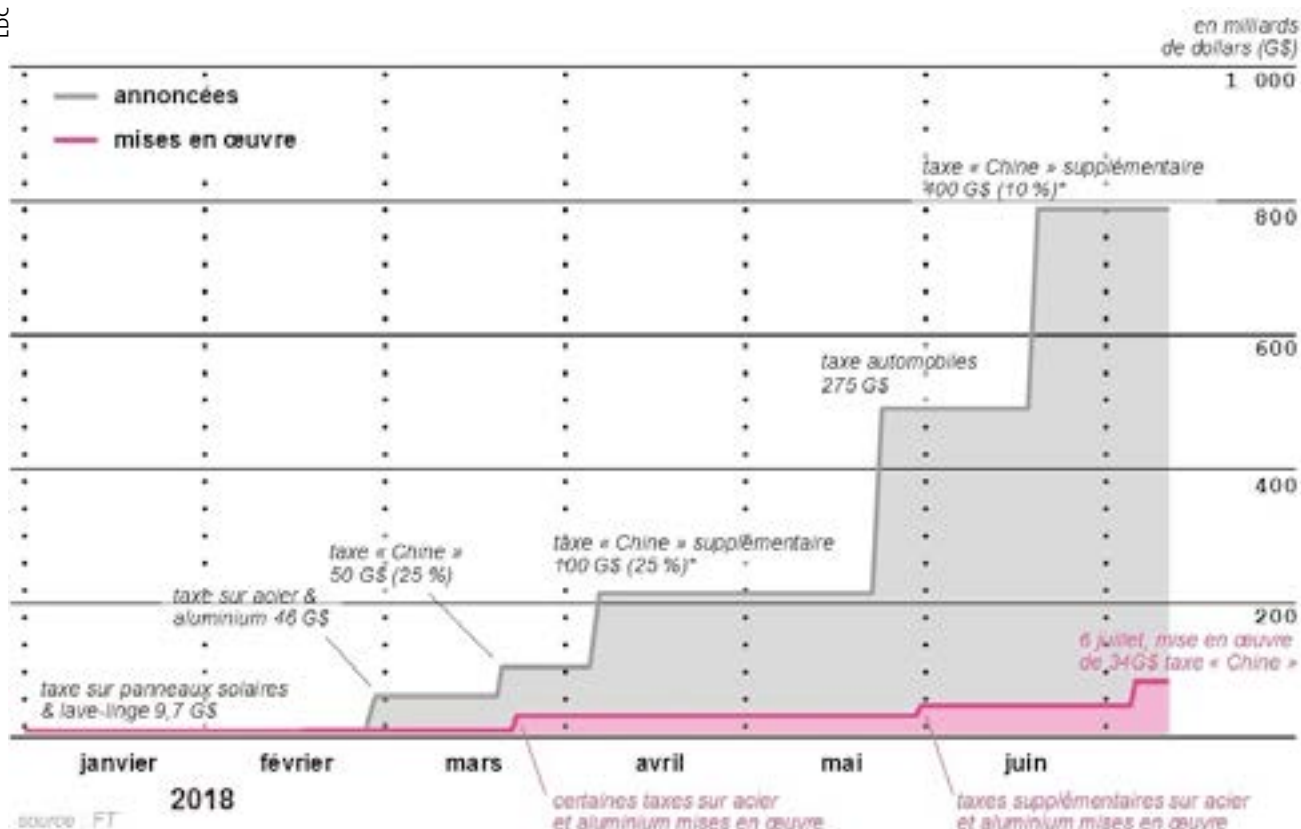
Par le chantage et le fait accompli, Trump cherche à renégocier les termes des échanges avec la Chine, là où ses prédécesseurs en étaient passés par les longues séances de négociations dans le cadre de l'OMC. Mais le but est le même : défendre les intérêts des capitalistes américains. Ces derniers sont cependant loin d'être unanimes et de serrer les rangs derrière Trump. Lors des premières annonces protectionnistes en mars, de multiples entreprises sont intervenues à Washington pour demander des exemptions ou pour contester cette politique. Selon la presse américaine, des groupes comme IBM et General

Electric se sont opposés à la limitation des joint-ventures, et des banques comme Goldman Sachs et Carlyle se sont inquiétées des restrictions aux investissements en Chine. Si elle a fait le bonheur des sidérurgistes implantés aux États-Unis, la taxation de l'acier et de l'aluminium, venant de Chine ou pas, a provoqué une augmentation des prix (celui de l'aluminium a augmenté de 30% entre mars et juin) au grand dam des constructeurs automobiles américains.

LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS

En dépit des courbettes de Macron en avril à la Maison-Blanche, Trump n'a pas été moins brutal avec les dirigeants européens qu'avec les Chinois. Même si on apprend aux écoliers que les États-Unis sont les alliés historiques de l'Europe, les relations entre les uns et les autres ont toujours été fondées sur la rivalité et la concurrence.

LDC



Graphique soulignant les écarts entre les annonces de Trump en matière de taxes en 2018 et celles effectivement mises en œuvre (d'après le *Financial Times*, quotidien économique britannique).

Il y a deux siècles, le président américain James Monroe (1817-1825) protégeait les intérêts des capitalistes américains en défendant « l'Amérique aux Américains ». De la défense, les États-Unis sont passés à l'attaque. Peu après la fin de la Première Guerre mondiale, Trotsky écrivait déjà que « les États-Unis veulent réduire l'Europe à la portion congrue », autrement dit : « lui permettre de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs restreints du marché mondial »¹. Après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis lançaient le plan Marshall et parrainaient la naissance du Marché commun (l'ancêtre de l'Union européenne) pour favoriser les exportations américaines entravées par le morcellement de l'Europe.

Depuis, sans remettre en cause la suprématie économique américaine, les capitalistes européens sont redeve-

nus des concurrents sérieux. La balance commerciale des États-Unis avec l'Europe est déficitaire de quelque 100 milliards d'euros par an, depuis des années. Les États-Unis sont les premiers clients de l'Union européenne (UE) mais leur deuxième fournisseur derrière la Chine. Quand Trump déplore qu'il y a « trop de Mercedes à New York et pas assez de Chevrolet à Berlin », il exprime les inquiétudes de General Motors face aux constructeurs allemands, qui détiennent 8 % du marché américain. Quand il reproche à l'Allemagne d'acheter du gaz russe et de soutenir la construction d'un deuxième gazoduc à travers la mer Baltique qui permettra à la Russie d'augmenter ses exportations vers l'Europe, il défend les intérêts des pétroliers américains qui voudraient pouvoir vendre leur gaz de schiste liquéfié à l'Europe. En tweetant en plein sommet de l'Otan à Bruxelles le 11 juillet dernier : « Les États-

Unis paient pour la protection de l'Europe, puis perdent des milliards sur le commerce », Trump exprime tout haut ce que ses prédécesseurs enrobaient dans un langage diplomatique. En d'autres termes, la puissance militaire américaine est là pour défendre les intérêts de la bourgeoisie américaine.

Dans leur concurrence avec les capitalistes américains, les Européens sont handicapés par leurs propres rivalités. Contrairement aux États-Unis, l'UE n'est pas un État mais un simple espace de libre-échange, soumis aux intérêts toujours aussi contradictoires de ses États membres qui défendent chacun pour leur compte les affaires de leur bourgeoisie respective. C'est ainsi qu'au moment où l'UE prenait des mesures de rétorsion contre les États-Unis après la taxation de l'acier, Angela Merkel a proposé la suppression de toutes les taxes sur l'importation

1 Léon Trotsky, *L'Europe et l'Amérique*, 28 juillet 1924

automobile en Europe, ce qui n'est pas du goût des constructeurs français. Trump n'a pas de mal à exacerber les multiples divisions qui travaillent l'UE, encourageant des nationalistes xénophobes comme Orban en Hongrie ou Salvini en Italie, réclamant bruyamment un Brexit dur entre l'UE et la Grande-Bretagne.

Il ne cesse de souffler le chaud et le froid. Après les menaces, Trump et Juncker, le président de la Commission européenne, ont annoncé en juillet avoir trouvé un accord pour reprendre des relations commerciales apaisées. Outre que les deux parties se sont disputées sur son interprétation avant même que l'accord n'ait été publié, les déclarations de Trump ajoutent tensions et instabilité dans une Europe déjà déchirée par des forces centrifuges.

DE NOMBREUX PRÉCÉDENTS

Trump n'est pas le premier président américain, dans la période contemporaine, à défendre une politique protectionniste. En 2002, George W. Bush, s'asseyant sur les règles de l'OMC, avait déjà instauré de forts droits de douane sur l'acier européen. L'UE avait riposté en taxant pour 4 milliards d'euros de produits américains. Toute l'histoire de l'UE elle-même est faite d'après négociations, entre brigands, pour fixer des normes destinées à protéger son marché intérieur des concurrents non européens. De la banane au roquefort en passant par le poulet lavé au chlore, les batailles commerciales grimées derrière des combats sanitaires ou « culturels » n'ont jamais cessé.

Dans les années 1980, Ronald Reagan, qui prônait le libéralisme économique pour les autres pays, avait pris des mesures protectionnistes sé-

vères contre les automobiles japonaises. Alors que la crise du pétrole avait fait chuter les ventes d'automobiles aux États-Unis, Reagan désignait les constructeurs japonais, les dangereux concurrents d'alors qui exportaient des petites voitures aux États-Unis, comme les grands responsables des suppressions massives d'emplois. Il a alors imposé des quotas d'importation sévères. Cela n'a évidemment pas profité aux travailleurs américains mais aux capitalistes... américains et japonais.

Le journal *Les Échos* rappelait dans un article du 27 juillet dernier que les constructeurs japonais « *ont d'abord obtempéré puis commencé à construire des usines aux États-Unis, non pas à Detroit, mais dans les États non syndiqués du sud* ». *Les Échos* concluaient : « *Aujourd'hui, les voitures japonaises, qui représentent près de 40% des ventes sur le territoire américain, sont pour l'essentiel fabriquées aux États-Unis.* » Les constructeurs américains ayant à leur tour délocalisé une partie de leur production dans ces États du sud tout en supprimant des dizaines de milliers d'emplois dans le Michigan, les travailleurs de l'automobile ont été les grands perdants. Qu'ils soient exploités par des patrons américains ou japonais, les cadences se sont intensifiées, les salaires ont été réduits, des emplois ont été supprimés.

LA GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Sous Trump comme sous Reagan, aux États-Unis comme en Europe ou en Chine, les travailleurs paieront le prix fort s'ils écoutent les sirènes protectionnistes et chauvines des politiciens bourgeois. Ils paieront tout autant s'ils se laissent abuser par les partisans affichés du libre-échange, comme Macron ou Merkel qui enchaînent les

attaques contre leurs droits et leurs conditions d'existence.

Trump prétend mener une guerre commerciale pour préserver l'emploi américain. Les États-Unis auraient en effet perdu 5,5 millions d'emplois, soit 30 % des emplois industriels, en trente ans. Mais en même temps la production industrielle des États-Unis a augmenté de 60%! Autrement dit, si les compagnies américaines ont supprimé ces emplois, c'est moins en raison de la concurrence que par l'augmentation de la productivité et pour accroître les profits.

Les classes populaires ont déjà commencé à payer la politique de Trump à travers l'augmentation des prix. Ceux des machines à laver ont augmenté aux États-Unis depuis le début de l'année. Les constructeurs automobiles vont répercuter la hausse des prix de l'acier. Par le jeu des mesures de rétorsion, en Chine la population paiera d'une façon ou d'une autre le boycott ou la taxation des porcs ou du soja américains.

Les travailleurs le paieront surtout politiquement s'ils ne mettent pas en avant leurs propres intérêts politiques et laissent désigner les travailleurs des autres pays comme leurs adversaires, leurs concurrents plutôt que comme leurs frères de classe. En Europe, la montée des partis xénophobes et racistes, leur accession au pouvoir dans plusieurs pays est déjà une grave menace pour les travailleurs. Il en est de même aux États-Unis, surtout si Trump devait recueillir massivement les voix populaires lors des élections de mi-mandat, en novembre, avec son slogan « *America First* ».

DES ANNONCES QUI TOMBENT DANS UNE ÉCONOMIE INSTABLE

À ce jour, le retour à un pro-

tectionnisme généralisé ne semble pas l'option privilégiée par la bourgeoisie américaine. Si les politiciens du Parti démocrate, qui dénoncent les postures de Trump, sont mus d'abord par leur concurrence politique avec les Républicains, ils représentent tout autant les intérêts de la bourgeoisie américaine. Cela ne veut pas dire que, de déclarations intempestives en mesures de rétorsion, la guerre commerciale ne puisse pas s'enclencher.

En Europe, où les bourgeoisies auraient plus à perdre dans une guerre commerciale – mais il y a aussi des capitalistes dans ce cas aux États-Unis – les économistes bourgeois et les organismes économiques officiels multiplient les rapports sur les effets néfastes d'une guerre commerciale généralisée dans une économie infiniment plus interdépendante qu'elle ne l'était en 1929. Ainsi, le Conseil économique et social, en France, écrivait dans un rapport publié en juillet : *« Nos estimations suggèrent [qu'une telle guerre] aurait un effet permanent sur le PIB par habitant d'ampleur similaire sur les trois grandes puissances mondiales (Union européenne, États-Unis et Chine), d'environ 3% à 4% de PIB. L'impact serait comparable à celui de la Grande récession de 2008-2009. Il serait beaucoup plus grave pour les petits pays. »*

La crise de 2008, dont l'économie mondiale ne s'est toujours pas relevée, avait entraîné la suppression de plusieurs dizaines de millions d'emplois dans le monde. Le même rapport estime qu'un fort recul du commerce provoqué par une guerre commerciale généralisée ferait perdre 1 250 euros par habitant en Europe.

Ces rapports sont surtout significatifs des craintes des économistes conscients de la fragilité de l'économie mondiale et de son instabilité. Sans chercher à spéculer sur la part de bluff dans la politique de Trump, occupé à séduire ses électeurs, voire sur son irresponsabilité comme l'en accusent certains hauts cadres à l'intérieur même de la Maison-Blanche, toutes ces déclarations se répercutent dans une économie malade dominée par la finance. L'économie mondiale étant assise sur une montagne de capitaux erratiques à la recherche de support pour spéculer, la moindre incertitude, la moindre crise, est amplifiée et se traduit par une attaque spéculative sur le cours des monnaies, des actions ou celui des taux d'intérêt des emprunts d'État. Alors que rien n'a fondamentalement changé dans les relations entre les États-Unis et la Turquie, toujours alliés au sein de l'Otan, il a suffi, dans un contexte de dégradation économique, que

Trump annonce un doublement des taxes sur l'acier et l'aluminium turcs pour que les « investisseurs », autrement dit divers capitalistes, banquiers ou fonds d'investissement, inquiets ou opportunistes, retirent leur argent du pays, provoquant la chute de la livre turque et une inflation catastrophique. Pour les marchés financiers, les déclarations des dirigeants politiques, comme celles des directeurs des banques centrales, sont devenues des indicateurs au même titre que le taux de chômage ou la croissance du PIB. C'est bien pourquoi, qu'elle enclenche ou non une guerre commerciale de plus ou moins grande ampleur entre les États-Unis, l'Europe et la Chine, la politique de Trump est lourde de danger.

Trump, ses conseillers ou les capitalistes américains qui profitent des taxes ou des quotas en sont parfaitement conscients mais ils s'en fichent car après eux, le déluge. Quant à ceux qui préfèrent, aujourd'hui, éviter la guerre commerciale et s'opposent à la politique de Trump, ils seront partisans des barrières douanières dès qu'ils estimeront pouvoir en tirer profit. La classe capitaliste est entièrement irresponsable ; la seule façon de s'en prémunir est de lui arracher le pouvoir et de l'exproprier.

8 septembre 2018



Allemagne: l'extrême droite xénophobe bat le pavé

L'actualité récente allemande a été marquée par l'offensive de l'extrême droite. Celle-ci a pris prétexte de la mort d'un homme au cours d'une bagarre pour organiser des manifestations à Chemnitz, faisant affluer vers cette ville de l'Est tout ce que le pays compte d'activistes de l'extrême droite violente. En marge des manifestations (qui ont culminé à 6 000 manifestants), certains se sont livrés à des chasses à l'homme, ils ont agressé des migrants, et parfois des militants de gauche, des journalistes, un restaurateur juif. Une Allemande de 15 ans et son petit ami afghan de 18 ans ont par exemple été roués de coups. Le 10 septembre, l'extrême droite s'est saisie d'un fait divers semblable pour renouveler l'opération à Köthen, en Saxe-Anhalt.

Il existe de longue date en Allemagne une frange d'extrême droite violente, certains se réclamant du nazisme, mais ils étaient jusque-là isolés, marginaux. Cette fois, l'ambiance politique est assez dégradée,

la réaction a suffisamment gagné de terrain pour qu'ils osent hurler leurs slogans nazis et se livrer à des attaques aux yeux de tous.

C'est la première fois que l'ensemble de la mouvance

d'extrême droite manifeste en commun : différents groupes néonazis, hooligans, Pegida et l'AFD (Alternative pour l'Allemagne), parti qui glisse toujours plus vers l'abject mais jusque-là tentait de se démar-



Manifestation d'extrême droite à Chemnitz, en septembre 2018

quer de ces mouvements et restait sur un terrain électoral.

Le tout a lieu avec la complaisance d'une partie de la police (des policiers de Bavière ont d'ailleurs été suspendus pour avoir fait le salut nazi) et celle de dirigeants politiques. Le ministre de l'Intérieur Seehofer (CSU, conservateur) a expliqué que « l'immigration est la mère de tous les problèmes

politiques » ; le vice-président du parti libéral FDP (Kubicki) a abondé dans le même sens. Le ministre-président de Saxe (Kretschmer, CDU) et le responsable fédéral du renseignement intérieur, Maaßen, ont carrément réfuté qu'il y ait eu des chasses à l'homme à Chemnitz, peignant les cogneurs d'extrême droite en innocentes victimes de fake news. Ils sont tou-

jours en place, aux plus hautes fonctions.

L'extrême droite xénophobe, absente de la vie politique allemande pendant de longues décennies, pèse désormais sur toute la vie politique et sociale et représente un danger mortel pour tous les travailleurs. Le sujet fera l'objet d'un article dans un prochain numéro de la *Lutte de Classe*.



Le 3 septembre à Chemnitz, 65 000 personnes au concert donné contre l'extrême droite et les violences faites aux étrangers. Depuis, les contre-manifestants se retrouvent sous le hashtag #wirsindmehr : « Nous sommes plus nombreux ».



Allemagne : la prétendue pénurie de travailleurs qualifiés

Alors qu'après le déclenchement de la crise de 2008 l'économie paraissait mal en point, depuis 2010 ou 2011 médias et hommes politiques répètent en boucle combien elle va bien. Pourtant, le nombre de bas salaires a explosé depuis lors, de même qu'a augmenté la misère, notamment des personnes âgées et des enfants ; des millions de gens n'arrivent pas à boucler les fins de mois. Le nombre de contrats précaires bat des records, les suppressions d'emplois se succèdent dans presque toutes les grandes entreprises. Face à cela, l'une des explications récurrentes des dirigeants politiques et économiques, leur leitmotiv presque, serait le manque de travailleurs qualifiés. En somme, si la situation d'une partie des travailleurs s'est tellement dégradée, ce serait de leur propre faute.

Les indicateurs économiques, par exemple le recul de la production ou le poids de la dette publique, sont certes moins alarmants que dans d'autres pays européens, mais l'économie n'en est pas moins enfoncée dans la même crise mondiale que les autres, et c'est à la classe ouvrière que les possédants en font subir de plein fouet les conséquences.

Le gouvernement de grande coalition CDU-SPD (chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates) nie l'existence même de la crise et veut convaincre les travailleurs qu'ils devraient se réjouir de la bonne santé de l'économie allemande. Pour porter ses attaques, il argumente comme s'il voulait améliorer leur situation. Il explique ainsi que les lois laisseraient trop peu de liberté aux salariés, qui devraient pouvoir décider de leur situation, par exemple leur temps de travail, de manière plus autonome.

Que veulent-ils dire par là ? Les salariés peuvent-ils, en régime capitaliste, décider de

leurs conditions de travail ? Prenons l'exemple de la loi sur le congé maternité. Depuis les années 1950, la législation prévoyait qu'au minimum six semaines avant la naissance les femmes n'avaient plus le droit de travailler. La loi était donc conçue comme protectrice vis-à-vis d'éventuelles pressions de l'employeur. Eh bien, en début d'année, cette interdiction de travailler à la fin de la grossesse a été levée. Les entreprises ont désormais le droit de faire travailler les femmes (prétendument volontaires) jusqu'au jour de l'accouchement ! Sous prétexte de la liberté de décider, les travailleuses sont brutalement ramenées des décennies en arrière.

LA PÉNURIE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS : UN ARGUMENT POUR DIVISER

Outre le leurre de l'individualisation des situations, le deuxième argument auquel

les dirigeants aiment recourir pour justifier leurs attaques est le prétendu manque de travailleurs qualifiés. Presque chaque semaine, représentants du patronat ou de l'État se plaignent, expliquent qu'ils chercheraient désespérément des travailleurs, sans pouvoir en trouver. Pendant que 2,8 millions d'actifs sont au chômage, que 40 % d'entre eux ne trouvent que des emplois à temps partiel, des minijobs ou de petits contrats d'intérim, les possédants expliquent qu'ils manqueraient de travailleurs qualifiés, de professionnels !

Les salariés que leurs mesures condamnent au chômage ou au sous-emploi ne seraient-ils pas des travailleurs compétents ? Les ouvriers du bâtiment qui montent des échafaudages stables à vingt mètres de haut ne sont-ils pas des professionnels ? Ou les femmes de ménage à l'hôpital, qui connaissent tant de réglementations d'hygiène ? Sans parler des intérimaires, qui doivent en permanence se former à de nouvelles tâches,

souvent très spécialisées : cela ne les rend-il pas particulièrement qualifiés ?

Toutes ces discussions autour d'une pénurie de travailleurs qualifiés sont avant tout de la propagande, et une propagande assez écœurante. Plutôt que de mettre en cause les entreprises, elle rend les travailleurs eux-mêmes responsables de leur situation difficile, en sous-entendant : si vous vous étiez donné plus de mal, si vous aviez choisi le bon métier, vous seriez maintenant travailleur qualifié et vous auriez un emploi correct.

Et il faut reconnaître que ce discours répété sans cesse commence à avoir un effet. Les préjugés contre les « faînéants de chômeurs » avaient presque disparu après l'introduction des lois Hartz. À partir de 2003, ces lois avaient notamment autorisé le recours massif au travail intérimaire, réduit radicalement la durée d'indemnisation du chômage, imposé les minijobs à quelques centaines d'euros par mois. Il s'agissait de forcer à travailler tous ceux qui perdaient leur emploi. La dernière de ces lois, Hartz IV, l'équivalent du RSA, faisait basculer les travailleurs privés d'emploi dans l'aide sociale. Depuis, chacun connaît quelqu'un dans son entourage qui, après un an de chômage, a brutalement plongé dans la pauvreté et se trouve mis sous pression par le Pôle emploi allemand. Pendant une dizaine d'années, aucun gouvernement ne se risqua à aggraver encore ces lois qui à l'évidence avaient causé tant d'appauvrissement, et fait naître tant de colère. Mais depuis un ou deux ans les préjugés contre les « assistés » reviennent en force, alimentés par la fable de toutes ces entreprises qui chercheraient, sans y parvenir, à recruter tellement de travailleurs. Pour les dirigeants, il s'agit de monter ceux qui ont un emploi contre

ceux qui survivent de leurs maigres allocations.

AGGRAVER L'EXPLOITATION ET DIFFAMER LES TRAVAILLEURS SANS EMPLOI

Et à présent des politiciens parmi les dirigeants de la CDU se servent de l'ambiance politique dégradée pour oser exiger qu'on supprime carrément les allocations Hartz IV et le complément de loyer aux demandeurs d'emploi qui refuseraient ne serait-ce qu'une seule offre d'emploi. Ils veulent les obliger à accepter n'importe quel poste, même loin de chez eux, dangereux, mal payé. Cela en usant de l'argument – pour citer Christian Gräff, un responsable berlinois de la CDU – que « *étant donné la situation que nous connaissons sur le marché du travail, il est impensable que des personnes âgées de 25 ou même de 45 ans soient assises chez elles et sollicitent Hartz IV* ».

Leur propagande s'appuie comme en France sur le fait que, dans quelques métiers, il existe effectivement un déficit de travailleurs. Si l'on prend par exemple l'aide aux personnes âgées, il y a en moyenne vingt-huit demandeuses d'emploi pour cent offres. Il arrive donc que bon nombre d'emplois d'infirmières ou d'ASH restent vacants. Mais cela n'incite pas les employeurs à rendre ces professions plus attractives, notamment en augmentant les salaires ou en proposant des temps pleins, lorsque dans les Ehpad une bonne partie des emplois sont à temps partiel imposé, ce qui offre notamment aux patrons une plus grande flexibilité pour les plannings. La pénurie n'empêche pas non plus les autorités d'expulser des réfugiées qui suivent justement une formation comme aide-soignante

auprès de personnes âgées.

Surtout, cette pénurie de main-d'œuvre concerne peut-être une douzaine de métiers, parmi lesquels les informaticiens, les kinésithérapeutes et certains métiers techniques. Et même ce déficit n'empêche ni les entreprises ni le gouvernement de sous-traiter en série ces tâches à des filiales ou des sociétés extérieures, où les salariés sont plus mal payés encore.

À côté de cette poignée de métiers où règne une pénurie de main-d'œuvre, il y a une série d'entreprises qui n'ont plus formé ni embauché depuis tant d'années qu'il leur faut maintenant recruter d'urgence, ne serait-ce qu'un peu, pour fonctionner ; ou qui ont tellement dégradé les conditions de travail que les ouvriers sont usés en quelques années et doivent sans cesse être remplacés. Dans ce genre d'entreprises, la probabilité d'obtenir un CDI après la formation est actuellement un peu plus élevée. Mais tout leur mythe d'une pénurie de personnel ne va pas plus loin que cela.

Et surtout, si les entreprises manquaient réellement de travailleurs formés, ce serait leur problème et leur responsabilité d'en former davantage. Elles ont très bien su le faire à d'autres époques, lorsque dans les années 1960 et 1970 elles allaient recruter la main-d'œuvre nécessaire jusqu'à l'extrême est de la Turquie, ou bien en Espagne, en Grèce, dans le Maghreb, et qu'il fallait non seulement la former à des métiers mais lui apporter d'abord au moins les rudiments de la langue. Mais aujourd'hui, elles ne remuent pas le petit doigt pour cela. Elles attendent que la force de travail déjà formée selon leurs besoins leur arrive sur un plateau. Et si ce n'est pas le cas, les postes restent vacants. Ensuite elles en rendent encore res-

pensables les ouvriers, parce qu'ils n'auraient pas la formation appropriée.

Cela va plus loin : ces postes non pourvus leur servent d'argument massue contre tous les travailleurs. La direction des chemins de fer explique : « Nous ne réussissons pas à trouver de conducteurs de train. Il faut donc que les conducteurs soient flexibles et acceptent de ne connaître que peu à l'avance leur planning pour la semaine à venir. » Les directions hospitalières assentent : « Nous ne trouvons pas d'infirmières. C'est pourquoi celles en place doivent se débrouiller seules de nuit sur deux services, et revenir travailler sur leurs congés. » En usant du même argument du manque de travailleurs qualifiés, le gouvernement veut donner aux entreprises encore plus de facilités pour exploiter les aînés, pour les faire travailler après l'âge de la retraite, à 67 ou 70 ans.

FAIRE MIROITER L'INDIVIDUALISATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Dans les trois principaux mouvements sociaux de cette année, qui ont eu lieu dans la métallurgie, les services publics et les hôpitaux, les patrons ont poussé cet argument à fond. Dans la métallurgie, le syndicat IG Metall a trouvé depuis des années des justifications pour tous les reculs frappant les travailleurs, au nom de la sacro-sainte compétitivité des entreprises. Mais, après des années de profits record et dans le contexte des discours sur l'économie allemande florissante, le syndicat s'est senti obligé de se montrer un peu plus offensif.

En plus d'une augmentation de salaire, il a revendiqué la possibilité de réduire le temps de travail à vingt-huit heures hebdomadaires. Il ne revendiquait pas une diminution gé-

néralisée du temps de travail avec maintien du salaire, mais uniquement que chaque salarié obtienne individuellement la possibilité de réduire pendant deux ans son temps de travail de trente-cinq à vingt-huit heures. Ce temps partiel, c'était donc aux travailleurs eux-mêmes de se le payer.

Cette revendication ne coûtait rien aux capitalistes. Mais ceux-ci y ont vu l'opportunité de faire passer de nouveaux reculs. Ils ont expliqué qu'étant donné le manque de main-d'œuvre qualifiée, c'est au contraire un allongement du temps de travail qui était nécessaire : chaque ouvrier devait avoir le droit de passer individuellement... à la semaine de quarante heures.

Aussi, IG Metall a fait quelque chose qu'il n'avait plus fait depuis plus de trente ans : il a appelé à vingt-quatre heures de grève. D'habitude, il appelait au maximum à quelques heures de débrayage. Le suc-



IG METALL

Grève d'avertissement de 24 heures chez Renk (en Basse-Saxe), les 31 janvier et 1^{er} février 2018, à l'initiative du syndicat IG Metall.

cès des grèves d'avertissement, puis de cette grève de vingt-quatre heures, a été massif : plus de 500 000 ouvriers y ont participé. Les vingt-huit heures hebdomadaires laissaient les travailleurs indifférents ou sceptiques ; en revanche, beaucoup étaient contents, tout simplement, de faire grève. Pour la plupart d'entre eux, c'était la première grève de leur vie ; ils découvraient leur capacité à arrêter l'usine, et ils ont arraché une augmentation de salaire non négligeable.

Mais, de leur côté, les entreprises ont imposé un recul important. Car, en contrepartie, IG Metall a accepté le principe de contrats de quarante heures pour une fraction notable du personnel. C'est la fin, de facto, de la semaine de trente-cinq heures, au nom du manque de main-d'œuvre et de « la liberté du salarié de décider lui-même de son temps de travail ».

La discussion autour de la prétendue pénurie de travailleurs qualifiés a encore davantage compté dans les négociations salariales pour les services publics. Les discours sur la bonne santé de l'économie avaient amené le syndicat de ce secteur, Ver.di, à revendiquer 6 % d'augmentation des salaires, avec un minimum de 200 euros pour tous.

Dans les années précédentes, les augmentations avaient souvent été minimales, et toujours en pourcentage, les plus bas salaires obtenaient donc la plus faible augmentation. La revendication de 6 % avec un socle de 200 euros aurait signifié au contraire que les meilleurs salaires auraient obtenu 6 %, et les plus faibles deux cents euros, c'est-à-dire 10 % à 12 % d'augmentation.

Le gouvernement comme les représentants des municipalités ont refusé avec véhémence d'augmenter nettement les salaires de ces catégories, femmes de ménage, éboueurs ou chauffeurs

de bus. Avec arrogance, ils ont prétendu que ces salariés gagnaient déjà beaucoup dans le public, et qu'on en trouvait suffisamment sur le marché du travail. Qu'au contraire l'État devait réussir à attirer des salariés qualifiés, comme des informaticiens ou ingénieurs du bâtiment ; et que les attirer passait par des augmentations de salaire substantielles ; qu'enfin il n'y avait pas d'argent pour faire les deux à la fois.

À plusieurs reprises, le syndicat Ver.di a appelé à des grèves d'avertissement d'un à deux jours. Et ici aussi, comme dans la métallurgie, la participation à ces mouvements a été très élevée, et les catégories les plus mobilisées étaient justement les plus mal payées, ouvriers de la propreté urbaine, conducteurs de bus et de train, aides-cuisinières, etc. À la fin, le syndicat a signé pour une augmentation dont le détail est complexe, mais qui représente quand même une augmentation moyenne de 7,5 % sur deux ans et demi. Les agents les plus mal payés n'obtiennent pas davantage. L'idée de ne pas se contenter cette fois d'un pourcentage nécessairement injuste fut complètement abandonnée.

BON NOMBRE DE TRAVAILLEURS SONT PRIVÉS D'AUGMENTATIONS DE SALAIRE

Une fraction significative et grandissante des salariés de ces deux secteurs, métallurgie-électronique et services publics, ne toucheront cependant aucune augmentation de salaire. C'est notamment le cas de tous ceux qui sont employés par un sous-traitant ou une filiale, ces entreprises n'étant pas concernées par ces négociations salariales : leurs salariés (et ils sont nombreux !) ne touchent pas un centime des substantielles augmentations évoquées ci-dessus. Quant aux

intérimaires, également toujours plus nombreux ces dernières années, il est bien rare également qu'ils les perçoivent. Ils n'ont pas le droit non plus de demander un temps partiel (à vingt-huit heures), tandis qu'ils peuvent très bien être touchés par la semaine de quarante heures ! Si les augmentations de salaire ne les concernent pas directement, certains intérimaires n'en ont pas moins participé aux mouvements de grève du début d'année.

Les directions syndicales ne font rien pour aller dans le sens de l'unité des travailleurs, ne s'adressant guère aux intérimaires ou ouvriers des sous-traitants, et n'essayant même pas de répondre au discours patronal sur la priorité à donner aux ouvriers professionnels. Au contraire, au lieu d'expliquer que, lorsque les prix augmentent, chaque travailleur doit quand même pouvoir payer son loyer et ses factures, au lieu de prévenir de la manœuvre cherchant à diviser les travailleurs entre personnel qualifié et tout-venant pour mieux les mettre en concurrence, le syndicat Ver.di agit finalement dans le même sens que les employeurs, expliquant qu'il doit bien s'engager lui aussi pour attirer les professionnels qualifiés et de valeur.

Les syndicats ne sont pas seuls dans cette démarche. Le parti de gauche radicale Die Linke parle toujours plus souvent de la pénurie de professionnels qualifiés qu'il faudrait combattre en leur octroyant des avantages, donnant aux travailleurs concernés l'impression d'être un groupe à part. C'est aider les possédants dans leur propagande, et aussi nourrir les idées corporatistes. Pour les révolutionnaires, il s'agit au contraire de montrer ce qu'il y a de mensonger et d'antiouvrier dans la propagande sur la pénurie de travailleurs qualifiés.

LE MOUVEMENT DE GRÈVE DANS LES HÔPITAUX

C'est dans ce contexte que s'est développé un mouvement dans les hôpitaux. Depuis deux ans, le syndicat Ver.di et Die Linke sont engagés dans une campagne pour plus de personnel soignant dans les hôpitaux, réclamant aussi des mesures précises limitant le nombre de patients par infirmière. La souffrance au travail est telle que cette campagne a rencontré beaucoup de sympathie, à la fois dans les hôpitaux et dans l'opinion.

Cependant Ver.di et Die Linke n'évoquent que la pénurie d'infirmières, laissant complètement de côté toutes les autres catégories de travailleurs qui font tourner les hôpitaux et dont la situation n'est pas meilleure. Leur calcul est que, la pénurie de personnel soignant étant avérée, le rapport de force est plus favorable que pour des catégories moins qualifiées. Le gouvernement, avec sa propagande sur le manque de personnel qualifié, a d'ailleurs contribué malgré lui à rendre cette revendication populaire, et il semblait plus facile que dans d'autres secteurs de le pousser à quelques concessions ou au moins à des gestes symboliques.

Finalement, le personnel soignant s'est mobilisé cette année dans une vingtaine d'hôpitaux du pays, avec des mouvements de grève allant de quelques journées isolées à plusieurs semaines consécutives. Pratiquement partout, c'était la première fois que les infirmières se mettaient en grève. Elles ont souvent obtenu quelques promesses d'embauches supplémentaires, mais celles-ci les concernaient exclusivement, ce qui a eu tendance à accroître la division, notamment vis-à-vis

des personnels moins qualifiés. Car, pour la plupart des autres catégories, les directions hospitalières se sont empressées d'expliquer qu'il fallait d'autant plus économiser, supprimer des emplois, parfois externaliser des secteurs entiers, des agents du nettoyage aux kinésithérapeutes, qui verront alors leurs conditions se dégrader encore.

Dans les deux grands centres hospitalo-universitaires (CHU) de Düsseldorf et Essen, les choses se sont passées différemment. Cela grâce à la présence de quelques militants ayant conscience du danger de se laisser diviser. Dès le début de la grève, ils ont popularisé l'idée qu'il fallait davantage de personnel dans tous les secteurs et tous les métiers, et ont argumenté contre la division entre soignants et non-soignants. À Düsseldorf, ils se sont adressés aux salariés des filiales travaillant sur le site, et ceux-ci ont rejoint le mouvement, luttant pour obtenir à nouveau les mêmes salaires qu'au CHU.

Pendant cette grève qui dura tout l'été, les militants ont œuvré à maintenir l'unité du mouvement, notamment contre les manœuvres des directions hospitalières. Ils ont contribué à mettre en avant des revendications à la fois unitaires, capables d'entraîner toutes les catégories, et qui émanaient des travailleurs concernés. Ainsi s'est développée la conscience d'être d'abord des travailleurs, aux intérêts communs, que l'on soit secrétaire médicale, ouvrier, agent du nettoyage, aide-cuisinière ou bien soignant.

Le refus de prendre en compte les revendications des non-soignants n'était pas que le fait des directions hospitalières et du gouvernement, Ver.di allait dans le même sens. La direction syndicale a fait

pression pour que les grévistes acceptent les propositions faites aux soignants, laissant sur le carreau toutes les autres catégories. Mais la cohésion est restée, et finalement l'accord arraché prévoit des embauches supplémentaires pour toutes les catégories. Les travailleurs des filiales, dont au début il était hors de question de discuter, ont au moins des promesses d'augmentations de salaire.

On voit donc que la campagne autour du manque de travailleurs qualifiés s'est en partie retournée contre ses initiateurs. Elle a contribué à donner suffisamment confiance en eux à une partie du personnel hospitalier, finalement convaincue de la légitimité de ses exigences. Et, à l'issue de plusieurs semaines d'une grève qu'au moins à Essen ils ont contrôlée de bout en bout, leur niveau de conscience est bien différent, comme leur compréhension des choix politiques qui étranglent les hôpitaux.

Pour les révolutionnaires, il est bien sûr nécessaire en toutes circonstances de faire vivre l'idée qu'il n'y a pas des groupes distincts, tels que professionnels, ouvriers lambda et demandeurs d'emploi, mais une seule classe ouvrière avec des intérêts communs. Dans une simple grève comme celle des CHU, cette conscience progresse rapidement, tant les grévistes ont éprouvé que la force de leur grève, pourtant minoritaire, venait justement de la cohésion profonde entre catégories. Les grévistes ont acquis la conviction d'être attaqués en tant que travailleurs, de même que sont attaqués ceux de toutes les branches, dans cette économie en recherche permanente de plus de profits, et que c'est tous ensemble qu'il faudra répondre.

10 septembre 2018



Colombie : après l'élection présidentielle

Le 17 juin dernier, le conservateur Iván Duque a remporté l'élection présidentielle. Inconnu il y a encore un an, il était le protégé d'Alvaro Uribe, président de 2002 à 2010 et farouche opposant à l'accord de paix signé en 2016 entre le président Santos et la guérilla des Farc ; accord que le nouvel élu pourrait remettre en cause.

UN PASSÉ MARQUÉ PAR L'EMPRISE DU COLONIALISME ET DE L'IMPÉRIALISME

Sous la conduite des armées de Simon Bolivar, la Colombie arracha son indépendance au royaume d'Espagne en 1819, sans que le sort de l'immense majorité de la population s'en trouvât transformé. Tout au long du 19^e siècle, le pays connut une succession de conflits à la faveur desquels il tomba sous la coupe des grands propriétaires fonciers, des caudillos autoproclamés accaparant les meilleures terres au détriment de la masse des paysans.

La Constitution de 1886, qui donna un habillage juridique à leur domination, allait s'appliquer jusqu'en 1991. Derrière le paravent d'une démocratie bourgeoise classique s'installa une forme de dictature constitutionnelle, soutenue par l'Église catholique, par ailleurs principal propriétaire terrien et détentrice du monopole de l'éducation. Les présidents de la République pouvaient décréter à tout moment l'état de siège en cas de guerre extérieure ou de commotion intérieure, ce dont

ils ne se privèrent pas. Deux partis, les conservateurs, liés à l'origine à l'oligarchie foncière, et les libéraux se disputaient le contrôle de l'État en s'appuyant sur leurs réseaux de clientèle.

Le début du 20^e siècle fut marqué par un certain essor industriel et une pression de plus en plus appuyée de l'impérialisme. En 1902, à la suite de la guerre des Mille Jours qui fit 100 000 morts, la Colombie perdit le Panama au profit des États-Unis. Cette hégémonie et la fonction de laquais tenue par les dirigeants colombiens trouvèrent leur expression politique dans divers traités et diverses organisations, devenues en 1948 l'Organisation des États américains, l'OEA, feuille de vigne de l'impérialisme américain et de sa politique interventionniste du « gros bâton ». Depuis le début du 20^e siècle et le président Theodore Roosevelt, elle consistait pour les États-Unis à frapper où et quand ils le décidaient.

ESSOR DU CAPITALISME ET NAISSANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

Au cours de cette période,

les entreprises britanniques, puis nord-américaines s'emparèrent pour des sommes dérisoires des gisements de pétrole et de métaux précieux. Il en alla de même pour les plantations de bananes, de cacao, de tabac et de caoutchouc, où le travail s'effectuait dans les conditions d'un quasi-esclavage.

Cette intégration forcée au marché mondial entraîna l'essor d'un prolétariat rural, du secteur minier et de quelques grandes agglomérations. Malgré la pression constante de la bourgeoisie et des grands propriétaires, la Révolution russe de 1917 eut pour effet de faire surgir des organisations syndicales et politiques à l'instar de l'Union syndicale des travailleurs du Magdalena et du Parti socialiste révolutionnaire, d'inspiration anarcho-syndicaliste, devenu en 1930 le Parti communiste.

En 1924, 3 000 ouvriers de la Tropical Oil Company à Barrancabermeja entrèrent en grève pour les salaires et pour exiger la nationalisation des pétroles. La région fut placée sous administration militaire. Mille trois cents travailleurs furent licenciés, des dizaines emprisonnés. Trois ans plus tard, une



En 1928, le massacre de la bananeraie de l'United Fruit : en haut, les gardes armés de la compagnie ; en bas, un article de presse évoquant 100 morts et un document secret du département d'État américain donnant le chiffre de plus de 1000 victimes.

nouvelle grève entraîna une vague répressive dans tout le pays. Face à cette contestation et au nom de la lutte contre la « menace communiste », une loi dite de défense sociale fut promulguée en octobre 1928, définissant comme subversive l'action des syndicats et des organisations naissantes. Elle entendait briser la « vague impétueuse et destructrice des idées révolutionnaires et dissolvantes de la Russie des soviets ».

La grève qui souleva cette même année les 25 000 travailleurs de la bananeraie de la United Fruit à Santa Marta fut écrasée à coups de mitrailleuses, faisant plus d'un millier de morts. Cela préfigurait la violence qui allait s'abattre dans les décennies suivantes contre ceux qui remettaient en cause l'ordre social.

DE LA CRISE DES ANNÉES TRENTE À LA GUERRE FROIDE : LA VIOLENCIA

La grande dépression consécutive à l'effondrement de la Bourse de Wall Street en 1929 mit au chômage un salarié sur deux dans les usines et les plantations. Les salaires furent amputés drastiquement et la petite paysannerie réduite à la misère. Certains commencèrent à s'armer et formèrent des « milices du peuple ».

Une partie de la bourgeoisie liée au Parti libéral, voulant canaliser le mécontentement populaire, prétendit engager son propre New Deal. Le président Alfonso Lopez Pumarejo, élu en 1934, qualifia sa politique de « révolution en marche ». Il s'aliéna une partie des possédants en privant l'Église catholique de son statut de religion officielle, en tentant

de s'appuyer sur les syndicats et en esquissant une réforme agraire qui déclencha une violente réaction des grands propriétaires. Mais, les années suivantes, ceux-ci obtinrent des lois protégeant leurs intérêts, ce qui multiplia les expulsions et aggrava l'oppression.

Après la Deuxième Guerre mondiale, un dissident du Parti libéral, Jorge Gaitán, ancien maire de Bogotá et ministre de l'Éducation puis du Travail de 1940 à 1944, se présenta en défenseur des intérêts de la population laborieuse. Populaire en raison notamment de son rôle dans la commission d'enquête sur le massacre des travailleurs des bananeraies de 1928 et de sa dénonciation de la politique américaine, il lança un appel à une Marche pour la paix pour protester contre les exactions du gouvernement et obtint le soutien d'organisations syn-

dicales et, un temps, du Parti communiste.

Son assassinat en 1948, alors qu'il était le favori de l'élection présidentielle à venir, allait déclencher durant plus d'une décennie un conflit sanglant connu sous le nom de la « *Violencia* », où le clan conservateur s'affronta aux libéraux, dont une partie des partisans prirent les armes pour se défendre face aux tueurs des grands propriétaires. Cette lutte fut d'autant plus âpre qu'elle s'insérait dans la guerre froide. Les partisans de Gaitán et tous ceux qui s'opposaient à la domination de l'oligarchie étaient dénoncés comme des agents de Moscou à abattre. Et tandis que l'ar-

mée nord-américaine appuyait militairement la répression, y compris en larguant du napalm sur de vastes zones, un bataillon Colombie était symboliquement engagé aux côtés des États-Unis dans la guerre de Corée. Le combat contre la « subversion communiste » allait dès lors entraîner un déluge de dollars et des interventions armées de Washington.

Ce conflit fit près de 200 000 morts et plus de deux millions de personnes déplacées. Il permit aux grands propriétaires de récupérer encore des centaines de milliers de parcelles abandonnées. Le coup d'État du général Pinilla en 1953 et la dictature qu'il impo-

sa à l'appel des conservateurs et des libéraux mirent un terme à ce bain de sang. Il fut suivi d'un accord en 1958 entre ces deux forces politiques qui, face à la montée de la contestation populaire et à l'armement de certains paysans, s'entendirent pour mettre leurs rivalités de côté et se partager le pouvoir jusqu'en 1974. Cette alliance des possédants contre les exploités fit grandir l'idée que le pouvoir ne pouvait se prendre « avec des votes, mais avec des balles ».

L'APPARITION ET L'ESSOR DES GUÉRILLAS

La victoire des révolutionnaires cubains en 1959 allait donner une impulsion à la création des premières guérillas, l'ELN, l'Armée de libération nationale, guévariste, et l'EPL, l'Armée populaire de libération, maoïste. Dans un premier temps, le Parti communiste, redevenu légal, préféra se ranger derrière le président Camargo et ses promesses de réformes.

Il aurait pu les attendre longtemps ! Mais, en 1964, l'assaut lancé par les forces armées sur la région de Marquetalia, dont le Parti communiste avait fait une « zone d'autodéfense paysanne » depuis les années 1930, ne laissait aucun doute sur la volonté des dirigeants d'en finir avec ces territoires qui échappaient à leur contrôle et à l'espoir qu'ils représentaient au sein de la petite paysannerie. Le Parti communiste colombien initia alors sa propre guérilla : en 1966, elle prit le nom de Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc). Elle entendait protéger la paysannerie des expulsions et des violences. La réforme agraire lui tenait lieu de programme.

Le mouvement M19, inspiré par la guérilla urbaine des Tupamaros d'Uruguay, vit le jour après la fraude massive



au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1970. Ne se réclamant pas plus de la lutte de classe ni du prolétariat, le M19 mena durant une quinzaine d'années prises d'otages et actions spectaculaires contre des symboles du pouvoir, s'achevant souvent de façon sanglante pour ses membres.

CIA, ARMÉE, PARAMILITAIRES ET NARCOTRAFIQUANTS

Les gouvernements successifs ne purent réduire ces poches de résistance armée qui bénéficiaient parfois d'un soutien actif de la population, et servaient de refuge à des victimes des exactions des grands propriétaires ou de l'État. Mais elles servirent de prétexte au renforcement de forces répressives pourtant déjà pléthoriques.

Pour échapper à la misère, des paysans se convertirent à la production de coca que les narcotrafiquants, alliés des grands propriétaires, transformaient en cocaïne et convoiaient vers les États-Unis. Dans les zones qu'elles contrôlaient, les guérillas s'en accommodèrent car l'impôt dit révolutionnaire qu'elles prélevaient comme les rançons perçues à la suite d'enlèvements leur donnaient le moyen d'acheter des armes. Elles constituaient ainsi un embryon d'appareil d'État, offraient en échange leur protection contre les bandes armées et réalisaient certains travaux, la construction de routes ou l'assainissement de l'eau, que l'État n'avait jamais entrepris.

Les forces légales de répression reçurent le renfort d'escadrons de paramilitaires faisant régner la terreur contre les syndicalistes paysans et ouvriers et contre tous ceux qui refusaient leur diktat. Des liens s'établirent entre les États-Unis, l'État colombien et les narco-

trafiquants. Les cartels de Medellín ou de Cali commençaient alors à prospérer et à blanchir leurs avoirs en achetant des terres, voire des banques. Les grandes firmes se lièrent à des parrains de la drogue. Une sorte de narcobourgeoisie et de narco-État virent ainsi le jour, tant les intérêts des uns et des autres se trouvaient entremêlés, livrant la population au chaos et aux règlements de comptes sanglants.

Un rapport de 1994 de la DEA, le service de police des États-Unis censé lutter contre la drogue, soulignait que *« chaque fois qu'un dollar entre sur le compte bancaire des chefs du trafic de drogue, l'influence politique et économique qu'ils exercent sur le gouvernement s'accroît [...] Les narcotrafiquants ont la capacité d'influer sur la structure des relations bancaires et financières pour laver, légitimer et sauvegarder leurs richesses illicites très facilement et sans aucune répercussion légale. »* Ce rapport resta sans suite.

En pratique, avec le plus parfait cynisme, la lutte contre les cartels de la drogue, assimilés à une *« menace pour la sécurité nationale des États-Unis »*, justifia la présence de bases militaires, de milliers de conseillers militaires, d'agents de la CIA, de forces spéciales nord-américaines et israéliennes, d'entreprises multinationales privées de sécurité et l'appui donné aux paramilitaires. En 1999, au nom de la lutte contre les narcoguérillas et d'un futur programme d'actions sociales, fut lancé le plan Colombie, qui engendra une véritable guerre civile déplaçant des millions de personnes, *« la plus grave crise humanitaire de l'hémisphère occidental »*, selon le haut-commissaire aux réfugiés de l'ONU.

SOUS LA FÉRULE D'URIBE

Les deux mandats d'Uribe, entre 2002 et 2010, marquèrent l'apogée de cette politique qui entendait faire taire ceux qui contestaient le pouvoir et la bourgeoisie. L'Organisation internationale du travail parla d'un génocide syndical car des milliers de militants ouvriers furent assassinés. Il y eut aussi le scandale des « faux-positifs », quand on découvrit en 2008 que l'exécution de plusieurs milliers de civils par l'armée avait été camouflée en les faisant passer pour des guérilleros morts au combat.

Les attentats du 11 septembre 2001, et la prétendue lutte contre le terrorisme qu'ils déclenchèrent de la part des États-Unis et de leurs alliés, permirent à Uribe d'assimiler guérillas et narcoterroristes. La Colombie servit aussi de point d'appui aux États-Unis contre le régime de Chavez au Venezuela. Le comble est que ce président qui prétendait incarner la guerre contre la drogue était lié de longue date, ainsi que son père, au cartel de Medellín et à son parrain, Pablo Escobar; des liens bien connus de Washington.

Uribe fit passer une série de textes pour couvrir les crimes des paramilitaires. Le 4 juillet 2005, le *New York Times* y décela une *« loi d'impunité pour ceux qui assassinent en masse, pour les terroristes et pour les gros trafiquants de cocaïne »*. Parallèlement, la dissolution des groupes paramilitaires fut proclamée peu après. C'était un trompe-l'œil. L'un de ses chefs, Castano Gil, avait vu juste quand il avait déclaré : *« Nous allons enfin cesser d'être la maîtresse et devenir l'épouse! »*

L'ACCORD DE PAIX DE 2016

De multiples tentatives ont été entreprises pour mettre

un terme à ce conflit qui accaparait une part croissante du budget : des zones avaient été déclarées démilitarisées, des mesures d'amnistie adoptées. Le Parti communiste avait lui-même envisagé la dissolution des Farc au milieu des années 1970.

En 1985, le président Betancur avait proposé un cessez-le-feu. Les Farc l'acceptèrent et créèrent un parti politique, l'Union patriotique, qui participa avec succès aux élections sur la base d'un programme de réformes modérées. Mais le pouvoir ne respecta aucun de ses engagements. Et les paramilitaires assassinèrent trois mille militants et cadres de ce parti, y compris deux candidats à la présidence.

Le même piège se referma sur le M19 quelques années plus tard, après sa dissolution et la création d'une Alliance démocratique : son candidat à l'élection présidentielle fut assassiné en avril 1990 ainsi que plusieurs de ses responsables. En cinquante-deux ans, cette guerre sans nom avait fait plus de 260 000 morts, près de 83 000 disparus et 7,4 millions de déplacés. La Colombie est le pays le plus infesté de mines après l'Afghanistan.

Les trois quarts de ces crimes étaient imputables à l'État et aux paramilitaires. Ces assassinats politiques et de militants des droits de l'homme n'ont d'ailleurs jamais cessé depuis. Le Parti communiste estime à 7 000 le nombre de ses militants tués depuis trente ans.

Juan Manuel Santos, le successeur d'Uribe, surprit son mentor en rompant avec sa politique guerrière et engagea en 2012 un processus de négociation avec les Farc et les autres guérillas, avec la médiation de Cuba.

En août 2016, les négociations débouchèrent sur un « accord de paix global » avec les Farc, contenant des mesures

concrètes pour son appareil et de vagues promesses de réformes sociales et de lutte contre les narcotrafiquants. Le texte souleva du scepticisme mais aussi de l'espoir dans la population, lasse des tueries et du climat de guerre. Il fut d'abord rejeté de justesse par référendum, puis amendé et adopté par le Parlement à la fin de cette même année, malgré l'opposition d'Uribe et de la fraction de la classe politique la plus réactionnaire.

Le processus de désarmement et de démobilisation des anciens guérilleros s'est pour l'essentiel achevé en juin 2017. Les Farc se sont transformées en parti, la Force alternative révolutionnaire commune. Certains de ses cadres siègent de droit au Parlement et une partie des ex-guérilleros ont reçu des terres pour s'installer.

Les pourparlers avec l'ELN, n'ont à ce jour pas abouti et quelques groupes des Farc ont refusé d'entériner l'accord de 2016. Mais c'est surtout dans le camp des partis qui se sont succédé au pouvoir, de l'armée et des anciens groupes paramilitaires que l'opposition est la plus forte. Ils conservent en effet très largement la main, en lien avec des groupes criminels, sur la production et le trafic de cocaïne, en plein boom

depuis un an. Aussi, les cultivateurs qui voudraient bénéficier du plan de substitution prévu par l'accord de 2016 subissent intimidations et meurtres.

LES ÉLECTIONS DE 2018

Cette question a été l'un des enjeux des élections de 2018. Durant toute la campagne, Uribe et son clan ont dénoncé une prétendue capitulation du pouvoir devant la guérilla des Farc et l'impunité dont jouiraient ses membres. Venant de celui qui a assuré l'impunité aux paramilitaires, c'était culotté ! Le conservateur Iván Duque, qui appartient à la fraction la plus réactionnaire de son clan et qui a été propulsé par Uribe, n'a pas fait mystère de sa volonté de remettre en cause l'accord de 2016, et de jeter en prison les anciens chefs des Farc. L'avenir dira s'il s'agissait d'une manœuvre pour séduire sa base électorale ou s'il prendra le risque de refaire basculer le pays dans la violence et la barbarie.

La surprise de ce scrutin a été la présence pour la première fois au deuxième tour, où il a obtenu 8 millions de voix, d'un candidat se réclamant de la gauche, Gustavo Petro. Après plusieurs années d'exil, cet



Iván Duque (à droite) et son mentor, l'ancien président Álvaro Uribe, durant la campagne présidentielle de 2018.

SYLLA

ex-cadre du M19 avait acquis une certaine popularité par des programmes sociaux lorsqu'il était maire de Bogotá. Sa candidature a suscité espoirs et illusions, dans les milieux de gauche et d'extrême gauche et dans une partie des classes populaires. Il s'est incliné devant la victoire de Duque par un « *Vous êtes le président de la Colombie, nous sommes l'opposition* ». Quant aux Farc, elles ont félicité le nouvel élu en l'appelant à travailler à la « *réconciliation* » et à faire preuve de « *bons sens* ».

UNE MISÈRE ET UN SOUS-DÉVELOPPEMENT PERSISTANTS

Peuplée de cinquante millions d'habitants, et grande comme deux fois la France, la Colombie est la quatrième économie d'Amérique latine. Mais elle conserve l'essentiel des marques du sous-développement laissées par la domination impérialiste. Le pays dépend largement de ses exportations de matières premières énergétiques, pétrole et charbon notamment, et agricoles, café, fleurs et fruits; des ressources aux mains de multinationales, dont les prix fluctuent au gré des crises et de la spéculation.

Malgré la richesse de son sous-sol et de ses terres, la Colombie est devenue au fil des conflits qui l'ont ensanglantée l'un des quinze pays les plus inégalitaires de la planète. En 2012, 0,4 % des propriétaires possédaient près de la moitié des terres cultivables et les plus riches. Près d'un tiers de la population vit avec l'équivalent de deux euros par jour. Cette misère frappe jusqu'à une personne sur deux dans certaines régions et dans les quartiers

pauvres des grandes métropoles. La faim et la soif y tuent encore quotidiennement.

Les petits exploitants connaissent la précarité sous toutes ses formes, et la culture de la coca reste parfois la seule à offrir un revenu stable. Des millions de personnes ont dû abandonner leurs terres ou en ont été expulsées au profit des grands propriétaires, des multinationales de l'agroalimentaire ou des narcotrafiquants, qui se confondent souvent. La majorité d'entre eux peuple les bidonvilles de Medellín, Cali, Baranquilla ou Bogotá. Et, depuis quelques mois, des centaines de milliers de Vénézuéliens affluent sur le territoire colombien. Ce drame sert de prétexte à l'extrême droite pour pousser Duque à œuvrer au renversement du régime de Nicolas Maduro.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES CLASSES POPULAIRES ?

Durant plusieurs décennies, des milliers d'hommes et de femmes révoltés par cette société oppressive se sont engagés et ont même pris les armes, convaincus qu'ils n'avaient pas d'autre choix pour répondre à la violence sociale et à la répression. Ce combat, quand bien même il n'aurait pas été dévoyé dans le trafic de drogue et les activités criminelles, était sans issue. Tournant le dos au prolétariat des villes, il ne pouvait pas permettre à la paysannerie pauvre d'en finir avec la dictature des latifundiaires et de leurs nervis.

Seule une lutte de classe résolue et consciente conduite par la classe ouvrière contre la bourgeoisie, et s'inscrivant dans un

combat plus vaste contre l'impérialisme, peut permettre aux exploités de prendre en main leur sort collectivement.

Dans cette perspective, la classe ouvrière dispose de nombreux atouts. Les travailleurs de Colombie, dans les villes et dans les campagnes, ont une longue tradition de luttes contre une bourgeoisie qui a utilisé les mêmes moyens, et souvent les mêmes hommes, que les gouvernements successifs pour protéger ses profits.

Les milliers de syndicalistes assassinés ces dernières années témoignent de la crainte que la classe ouvrière inspire à la bourgeoisie et à tous ceux qui se sont enrichis de l'exploitation et des trafics en tout genre. Ils témoignent aussi de la combativité ouvrière. Car, quand un secrétaire de syndicat d'entreprise était assassiné, souvent un autre travailleur le remplaçait pour poursuivre la lutte.

Quand la classe ouvrière engagera le combat contre les classes possédantes et leurs protecteurs impérialistes, sa force politique et sociale sera considérable. En s'alliant avec la petite paysannerie et le prolétariat agricole, elle pourra mettre fin au pouvoir des grands propriétaires. Elle est aussi la seule classe qui pourra détruire de fond en comble l'appareil d'État des possédants, le débarrasser de toute sa pourriture et exproprier les capitalistes qui pillent les richesses du pays et dévastent l'environnement. Sa lutte trouvera son prolongement et des appuis dans toute l'Amérique latine, car elle est confrontée aux mêmes problèmes et aspire au même renversement de l'ordre social.

10 septembre 2018



Aimé Césaire, entre littérature et nationalisme

Cet article est une contribution de nos camarades de Combat ouvrier, organisation trotskyste militant en Guadeloupe et en Martinique.

Aux Antilles françaises, et particulièrement en Martinique, Aimé Césaire (1913-2008) est véritablement adulé. Il est régulièrement évoqué, cité et loué dans tous les milieux. Le 26 juin 2009, l'aéroport du Lamentin en Martinique a été baptisé aéroport Aimé-Césaire. Ses portraits ornent des salles de cet aéroport et d'autres lieux et sites de l'île. En France aussi, Césaire est souvent évoqué et cité, loué dans tous les milieux politiques et littéraires, ceux du pouvoir compris. Chaque année, l'anniversaire de sa mort le 17 avril est un petit événement en Martinique. Cette année, le dixième anniversaire a donné lieu à de multiples manifestations de commémoration et d'hommage. Pas moins d'une quinzaine de rues, d'édifices, d'écoles, de lycées, et une future station de métro à Paris portent le nom d'Aimé Césaire.

Que lui vaut donc une telle célébrité? Il fut l'un des premiers poètes, écrivains, essayistes français noirs reconnus mondialement. Il fut un poète, un écrivain, un homme politique originaire de la Martinique, île des Caraïbes, ex-colonie, puis département français, ayant aujourd'hui le statut de collectivité territoriale de Martinique (la CTM), sous administration française.

Césaire naît le 26 juin 1913 et meurt le 17 avril 2008. Il est connu comme le chantre d'une école politico-littéraire qu'il a fondée en 1932 sous le néologisme de négritude, en relation avec le Sénégalais Léopold Sédar Senghor (1906-2001). Ce dernier, poète aussi et ami de Césaire, fut le premier président de la république du Sénégal, ex-colonie française devenue indépendante en 1960. Un autre compagnon de route, Léon Gontran Damas, originaire de la Guyane française, peut être cité comme le troisième pilier de la même école politico-littéraire. Il y en eut bien d'autres.

Ces écrivains et poètes noirs d'Afrique et d'Amérique francophones perpétuent en fait une longue tradition littéraire qui prit naissance aux USA parmi les esclaves noirs et ensuite parmi les Noirs opprimés après l'abolition de l'esclavage.

L'américain W.E.B. Du Bois (1868-1963) fut l'un des représentants de cette tradition politico-littéraire, née de l'esclavage et de l'oppression des Noirs américains. Cependant, un des aspects particuliers chez les poètes noirs français de la génération de Césaire est l'apport du surréalisme et de ses représentants comme André Breton. Le poids de la colonisation

française du début du siècle dernier sur la Guadeloupe et la Martinique ainsi que sur une grande partie de l'Afrique, la misère des peuples, imprègnent indéniablement l'expression littéraire d'Aimé Césaire et de ses compagnons.

UNE LONGUE CARRIÈRE POLITIQUE, DU PCF AU CENTRE-GAUCHE

Elle se poursuit sans discontinuer pendant 56 ans, de 1945 à 2001. En 1945, Césaire est élu député de la Martinique et ce jusqu'en 1993. En 1945 il est aussi élu maire de Fort-de-France, puis constamment réélu jusqu'en 2001. De 1945 à 1949, puis de 1955 à 1970 il est également conseiller général de Fort-de-France. De 1983 à 1986 il est président du conseil régional de la Martinique.

C'est en 1945 que Césaire adhère au Parti communiste français, section de Martinique. Il réclame la fin du statut de colonie pour quatre vieilles colonies françaises: la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et La Réunion. Il milite pour l'assimilation à la nation française. Il est le rapporteur de la loi dite d'assimilation de mars 1946 qui fait de ces quatre colonies des départements d'outre-mer, au

FERNAND RIBAS



Aimé Césaire (au centre) entouré par Gaston Defferre (à gauche), et François Mitterrand (à droite) en Martinique. Photo éditée en 1985.

moins légalement.

Après avoir rompu avec le PCF en 1956, Césaire crée le Parti progressiste martiniquais (PPM), le 22 mars 1958. Au troisième congrès de ce parti, les 12 et 13 août 1967, il prône l'autonomie de la Martinique. Il côtoie à l'époque le milieu des politiciens de la gauche non communiste et leurs dirigeants comme Mendès-France et Mitterrand. Le soutien du PCF à ce dernier lors de l'élection présidentielle de 1965 lui permit d'occulter son passé de ministre colonialiste et répressif aux débuts de la guerre coloniale en Algérie. De 1978 à 1993, Césaire siège à l'Assemblée nationale aux côtés des députés du Parti socialiste, comme apparenté à ce parti.

Lors de l'arrivée de François Mitterrand et du Parti socialiste au pouvoir en 1981, il décrète un moratoire sur l'autonomie de la Martinique pour ne pas gêner son ami politique et pour le rassurer sur ses intentions. Car dans le même temps, une organisation indépendantiste radicale, l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), organise des attentats à la bombe en Martinique et en Guadeloupe.

Césaire fait partie de cette classe politique noire antillaise

d'après-guerre qui se développe en pleine époque coloniale, puis sous la décolonisation quand l'immense majorité de la population connaît une misère extrême, qui va perdurer jusqu'aux années 1980 en cédant la place à une pauvreté moins criante. Après la Deuxième Guerre mondiale, les partis communistes puis Césaire avec le PPM réclament l'égalité des droits avec la métropole : l'eau courante, l'électricité, le tout-à-l'égout, l'hygiène publique, la fin des maladies tropicales les plus horribles, la santé publique, la scolarisation des enfants, l'alphabétisation, la sécurité sociale, etc. De grandes luttes des travailleurs et des pauvres ont toujours secoué la Guadeloupe et la Martinique. Elles se poursuivent après la guerre, régulièrement et jusqu'à nos jours, par des poussées de fièvre sociale périodiques. Pendant longtemps, le pouvoir colonial a réprimé régulièrement par les armes et dans le sang les grèves et les mouvements sociaux. La dernière grève des Antilles françaises, réprimée à coups de fusils, fut celle des ouvriers agricoles de la banane à Châlvet (Martinique) en février 1974. Deux travailleurs furent tués

par les gendarmes et plusieurs autres, ainsi que des militants, furent blessés par balle. Les parlementaires antillais des partis communistes et Césaire relaient ces luttes et soutiennent les victimes au Parlement français. Progressivement et un demi-siècle après le vote de la loi de départementalisation, sous la pression des luttes ouvrières, le gouvernement français finit par gommer les inégalités les plus criantes entre la métropole et les Antilles.

Les masses pauvres de Martinique ont toujours été reconnaissantes envers Césaire de ces avancées sociales. Il faut dire qu'en tant que maire de Fort-de-France, il a vraiment contribué à ce que la misère la plus criante disparaisse des quartiers les plus pauvres comme Citron, Trénelles, Volga-plage, Texaco. Ce n'est pas un hasard si les réseaux « cé-sairistes » et du PPM se sont constitués dans ces quartiers et si celui-ci y demeure indéboulonnable. Ce n'est pas la négritude qui rend Césaire populaire chez les ouvriers. C'est vraiment le cadet de leurs soucis. Certes la population, noire dans sa majorité, exprime un sentiment de fierté de voir un Noir hautement diplômé – ce qui était très rare à une époque où les Blancs dominaient sur tous les plans – et reconnu mondialement pour ses écrits. Lors de ses conférences électorales au début de sa carrière politique, après la guerre, les Noirs pauvres de Fort-de-France, souvent pieds nus, portaient aux nues celui qu'ils appelaient « ti agrégé nou » – notre petit agrégé. Césaire, agrégé de grammaire, était effectivement un des premiers Noirs professeurs agrégés, sinon le premier. Mais surtout, le peuple noir pauvre des quartiers est reconnaissant envers Césaire d'avoir contribué à améliorer ses conditions matérielles de vie. On ne peut comprendre son immense popularité en Martinique sans

connaître les causes sociales de cette popularité.

DU PCF AU NATIONALISME BOURGEOIS

En 1945, Aimé Césaire adhère au Parti communiste français tout comme une grande partie des intellectuels français de cette époque. Il est membre de la section martiniquaise du PCF avant qu'elle devienne officiellement Parti communiste martiniquais en 1957.

Mais les intellectuels du PCF ne connaissent que leur parti stalinien, qui n'a plus rien à voir avec le parti bolchevique de Lénine, bien qu'il s'en réclame. Ce parti est tout entier tourné non pas vers le développement de la révolution communiste mondiale mais vers le soutien inconditionnel à l'URSS et à la bureaucratie soviétique dirigée par Staline. La génération des révolutionnaires qui, aux côtés de Lénine et Trotsky, a fait et dirigé la révolution d'octobre 1917, a été liquidée physiquement dans les prisons et les camps. C'est à partir de 1923 qu'a commencé la mise à l'écart des révolutionnaires de 1917, suivie de leur élimination et de leur extermination physique jusqu'à la fin des années 1930. Ce sont aussi ces derniers qui avaient fondé et animé l'Internationale communiste comme une direction mondiale de la révolution pendant ses quatre premières années et lors de ses quatre premiers congrès, de 1919 à 1922.

Le dernier dirigeant et représentant de la génération révolutionnaire bolchevique, Léon Trotsky, est assassiné sur ordre de Staline en août 1940.

Césaire démissionne du PCF en octobre 1956. Mais comme beaucoup d'intellectuels, il ne démissionne pas pour revenir au communisme révolutionnaire de Marx, Lénine ou Trotsky et des révolutionnaires



À Fort-de-France, dans les années 1960, le quartier de la Volga et son habitat précaire



Le même quartier, vu sous le même angle, dans les années 1990.

de 1917. Il démissionne pour reprendre son indépendance personnelle et intellectuelle et poursuivre autrement sa carrière politique.

Aimé Césaire exprima sa rupture avec le PCF dans un texte qui fit écho : la *Lettre à Maurice Thorez*, le secrétaire général du Parti communiste français de l'époque. Certes, il y critique en partie le stalinisme et les méthodes du PCF. Il est d'autant plus à l'aise pour le faire que la bureaucratie soviétique dirigée par Nikita Khrouchtchev critique les méthodes staliniennes le 24 février 1956 lors du vingtième congrès du Parti communiste russe. Elle le fait, du reste, sans que cela ne change rien à sa vraie nature de couche sociale privilégiée, contre-révo-

lutionnaire et répressive contre la classe ouvrière.

La révolution hongroise, réprimée dans le sang par l'armée soviétique en novembre 1956, en est un des exemples les plus évidents.

L'URSS et le PCF subissent alors les critiques d'un certain nombre d'intellectuels qui leur retirent leur soutien.

La *Lettre à Maurice Thorez* est datée du 24 octobre 1956, un jour après le début de la révolution hongroise. La répression sanglante de cette révolution par l'armée soviétique se fera en novembre. Césaire critique les régimes autoritaires de ce qu'on appelait à l'époque les démocraties populaires, les pays du glacis soviétique de l'est de l'Europe aux ordres de

la bureaucratie soviétique. Ce n'est pourtant pas sur cet aspect du stalinisme qu'a lieu la rupture d'Aimé Césaire. Elle se fait d'un point de vue nationaliste. Il écrit ainsi: «*Un fait, à mes yeux capital, est celui-ci: que nous, hommes de couleur, en ce moment précis de l'évolution historique, avons dans notre conscience pris possession de tout le champ de notre singularité et que nous sommes prêts à assumer sur tous les plans et dans tous les domaines les responsabilités qui découlent de cette prise de conscience. Singularité de notre situation dans le monde qui ne se confond avec nulle autre.*» Lisons bien: «*qui ne se confond avec nulle autre*». Plus loin, il écrit: «*Il est constant que notre lutte, la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme, la lutte des peuples de couleur contre le racisme est beaucoup plus complexe – que dis-je, d'une tout autre nature que la lutte de l'ouvrier français contre le capitalisme français, et ne saurait en aucune manière être considérée comme une partie, un fragment de cette lutte.*»

Lorsque l'on compare ce qu'écrivait Césaire avec ce qu'écrivaient les dirigeants révolutionnaires communistes, Lénine, Trotsky et ceux de la génération de la révolution russe d'octobre 1917 à propos des peuples coloniaux et des peuples noirs, on mesure mieux ce qui sépare le point de vue nationaliste du point de vue communiste sur la question. Voici des extraits des résolutions de congrès de l'Internationale communiste sur la question coloniale et les peuples noirs:

2^e congrès (1920): «*Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales*»: «*La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations.*» (Thèse 12).

«*Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui chaque jour se séparent de plus en plus: le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.*

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République- des soviets.» (Thèse supplémentaire 7).

4^e congrès (1922): «*Thèses sur la question nègre du quatrième congrès de l'Internationale communiste*»: «*C'est avec une grande joie que l'Internationale communiste voit les ouvriers nègres exploités résister aux attaques des exploiters, car l'ennemi de la race nègre est aussi celui des travailleurs blancs. Cet ennemi, c'est le capitalisme, l'impérialisme. La lutte internationale de la race nègre est une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. C'est sur la base de cette lutte que le mouvement nègre doit être organisé: [...] en Amérique Centrale (Costa-Rica, Guatemala, Colombie, Nicaragua et les autres républiques "indépendantes" où l'impérialisme américain est prédominant); à Porto-Rico, à Haïti, à Saint-Domingue et dans les autres îles de la mer des Caraïbes, où les mauvais traitements infligés aux Nègres par les envahisseurs américains ont soulevé les protestations des Nègres conscients*

et des ouvriers blancs révolutionnaires.» (Thèse 3).

«*L'Internationale communiste doit indiquer au peuple nègre qu'il n'est pas seul à souffrir de l'oppression du capitalisme et de l'impérialisme, elle doit lui montrer que les ouvriers et les paysans d'Europe, d'Asie et d'Amérique sont aussi les victimes de l'impérialisme; que la lutte contre l'impérialisme n'est pas la lutte d'un seul peuple, mais de tous les peuples du monde; qu'en Chine, en Perse, en Turquie, en Égypte et au Maroc, les peuples coloniaux combattent avec héroïsme contre leurs exploiters impérialistes, que ces peuples se soulèvent contre les mêmes maux que ceux qui accablent les nègres (oppression de race, exploitation industrielle intensifiée, mise à l'index); que ces peuples réclament les mêmes droits que les Nègres: affranchissement et égalité industrielle et sociale.*» (Thèse 4).

«*Le 4^e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les Thèses sur la question coloniale.*» (Thèse 5).

C'est l'Internationale communiste, dans ces quatre années, qui exprime le mieux que les intérêts des peuples colonisés et des peuples noirs (le mot nègre était le terme courant à cette époque et n'avait pas de sens péjoratif) et ceux des ouvriers des pays dominateurs étaient liés. Car ils avaient en fin de compte le même ennemi: le capitalisme et l'impérialisme. Mais ensuite, le stalinisme a tellement pourri les partis communistes du monde entier que ceux des puissances coloniales ne soutenaient plus comme il fallait les peuples colonisés par leur propre État. Et pire, dans de nombreux cas, ces partis soutenaient leur propre État et leur propre bourgeoisie contre les révoltes et les guerres que les peuples coloniaux me-

naient contre l'oppression coloniale. Ce fut le cas lorsque, le 12 mars 1956, le PCF vota à l'Assemblée nationale les pouvoirs spéciaux au gouvernement du socialiste Guy Mollet pour poursuivre la guerre en Algérie contre l'insurrection indépendantiste. Cela fait partie certes des griefs de Césaire contre le PCF et il le dit dans sa lettre à Maurice Thorez. Mais il en tire des conclusions considérablement fausses.

Il n'appelle pas les peuples martiniquais, antillais et les peuples colonisés à remettre en cause le capitalisme et l'impérialisme, causes premières du colonialisme. Il les appelle à montrer qu'ils existent en tant que peuples, en tant que Noirs ou peuples de couleur. Il écrit une phrase restée célèbre : « *L'heure de nous-mêmes a sonné* », c'est-à-dire l'heure des Noirs, l'heure des colonisés. Mais Césaire n'a jamais élaboré de programme révolutionnaire spécifique d'émancipation de la classe ouvrière noire et des masses noires pauvres de Martinique et du monde.

Un autre texte resté célèbre

de Césaire, *Discours sur le colonialisme*, est certes un vrai chef-d'œuvre sur les méfaits du colonialisme. Mais il s'arrête à l'explication et à la dénonciation du colonialisme. Le fait qu'un colonisé pauvre soit plus colonisé qu'un colonisé riche et aisé n'apparaît pas chez Césaire.

La dégénérescence stalinienne a eu pour conséquence une monstrueuse déviation sur la question nationale et coloniale en faisant des groupes ou partis communistes des alliés des bourgeoisies nationales des pays sous-développés. Ce faisant, ces communistes staliens ont accroché la classe ouvrière et les masses pauvres au char de la politique d'unité nationale contre le colonialisme, au char d'une politique frontiste qui n'a abouti qu'à porter au pouvoir la bourgeoisie nationale dans certains pays dominés à travers la lutte anticolonialiste. L'absence d'une organisation de classe propre aux travailleurs et d'une politique indépendante de classe a abouti souvent à la liquidation physique et/ou politique du mouvement ouvrier.

LA NÉGRITUDE, UN CONCEPT NATIONALISTE

Si séduisants que soient les écrits, le théâtre et la poésie de Césaire en termes d'esthétique littéraire, le concept de la négritude est un piège pour les travailleurs et les masses noires et donc aussi un piège pour les travailleurs et les masses de toutes couleurs et de tous les pays. Pourquoi?

Césaire englobe tous les colonisés sous le même chapeau. Il englobe les Noirs riches et pauvres dans le même concept de négritude. Dans son célèbre poème « *Hors des jours étrangers* » du recueil *Ferments* publié en 1960, il écrit :

Mon peuple/quand/hors des jours étrangers/germeras-tu une tête tienne sur tes épaules renouées/et ta parole/le congé dépêché aux traîtres/aux maîtres/le pain restitué la terre lavée/la terre donnée/quand/quand donc cesseras-tu d'être le jouet sombre/au carnaval des autres/ou dans les champs d'autrui [...].

Cette phrase a marqué des générations entières de jeunes



COLLECTION PRÉSENCE AFRICAINE

Les participants au premier congrès international des écrivains et artistes noirs à la Sorbonne à Paris en septembre 1956. Césaire est au deuxième rang, quatrième en partant de la gauche.

Antillais et Africains et a été utilisée par bien des nationalistes en lutte pour l'autonomie ou l'indépendance aux Antilles, en Afrique et ailleurs. Mais à qui s'adresse Césaire ? Au peuple martiniquais, pas aux travailleurs, pas aux pauvres.

Il est encore plus précis dans son *Discours sur la négritude*, prononcé le 26 février 1987 lors de la conférence organisée par l'université internationale de Floride à Miami : « *Si la négritude n'a pas été une impasse, c'est qu'elle menait autre part.* » Il ajoute cette phrase révélatrice : « *Ni la littérature, ni la spéculation intellectuelle ne sont innocentes ou inoffensives.* » On ne peut qu'être d'accord. Mais il continue : « *Et de fait, quand je pense aux indépendances africaines des années 1960, quand je pense à cet élan de foi et d'espérance qui a soulevé à l'époque tout un continent, c'est vrai je pense à la négritude. [...] L'essentiel est que l'Afrique a tourné la page du colonialisme et qu'en la tournant, elle a contribué à inaugurer une ère nouvelle pour l'humanité tout entière.* »

L'Afrique a certes tourné la page du colonialisme, mais pas celle du néocolonialisme, celle de la Françafrique, ni celle de l'impérialisme. Elle est minée par le pillage de ses richesses par les grandes puissances, par une misère et des famines atroces, des guerres civiles sans fin, le génocide du Rwanda, une barbarie attisée sinon préparée et fomentée par les grandes puissances pour le bénéfice des grosses sociétés capitalistes. Et les dirigeants africains – qui, pétris ou pas d'idéologie nationaliste, ont orienté leur pays vers l'indépendance, par la voie pacifique ou violente en Afrique – ont perpétué les antagonismes de classe. Ce qu'ils

ont acquis en fait avec l'indépendance, c'est le droit d'opprimer leur propre peuple, sans l'intermédiaire blanc ou avec un intermédiaire blanc caché cette fois dans les officines et les réseaux opaques des pouvoirs africains et français. En Martinique et en Guyane, les nationalistes ont négocié expressément ou tacitement une certaine reconnaissance et le droit d'appliquer à leur peuple la politique outre-mer des gouvernements français. Là, ils ont obtenu un timide aménagement statutaire sous forme de collectivité territoriale remplaçant le département. En Guadeloupe, cela ne saurait tarder. Ces indépendances et aménagements statutaires n'ont rien apporté de plus ni de mieux à la population laborieuse, aux pauvres, aux millions de chômeurs chroniques.

Toute une littérature officielle dans les années d'après-guerre a accompagné la décolonisation des peuples. Mais ce n'était pas une littérature pour l'émancipation des ouvriers et des exploités. Césaire et Senghor en sont les plus éminents représentants. Et tous les deux furent des leaders politiques chez eux. Ils ont une audience mondiale, singulièrement auprès du monde noir en Afrique et aux Amériques. Ils sont reconnus, en France même, par tous les pouvoirs, de gauche comme de droite. Senghor fut le premier Noir à entrer à l'Académie française, et ministre de De Gaulle. Il est vrai qu'ils ne présentent aucun danger réel ni pour le pouvoir politique des capitalistes et des possédants ni pour ces derniers. Ils constituent même un faire-valoir auprès du pouvoir français pour les minorités émigrées, pour les populations d'outre-mer et pour les États africains liés à la France.

Le stalinisme, en expurgeant ou en déformant totalement le programme révolutionnaire de Lénine et Trotsky et des révolutionnaires de 1917, a laissé un vide programmatique et politique énorme aux travailleurs et aux masses pauvres des pays colonisés et opprimés par l'impérialisme. Le programme transmis par Trotsky à la classe ouvrière mondiale, y compris aux travailleurs noirs, n'a pu éclore jusqu'ici parmi les masses. Mais il existe. Des organisations communistes révolutionnaires, trotskystes, comme la nôtre et plusieurs dans le monde, demeurent certes de petits groupes. Mais elles existent, et peuvent être demain les éléments des futurs partis révolutionnaires communistes qui, à l'instar du parti bolchevique, sauront gagner la confiance des masses pauvres lors de la révolution sociale à venir.

Les intellectuels et politiciens anticolonialistes, blancs ou noirs comme Aimé Césaire et Senghor, n'ont pas repris le programme révolutionnaire de Marx, Lénine et Trotsky. Leaders d'opinion, se voulant éveilleurs de conscience, ils ont fait un autre choix, qui est un choix de classe, celui de la petite bourgeoisie intellectuelle et, en définitive, celui de la bourgeoisie. Car ne pas remettre en cause la domination de la classe bourgeoise sur les travailleurs et les masses du monde entier revient à la soutenir.

S'attaquer au système capitaliste reste la seule voie pour en finir définitivement avec l'oppression des Noirs de tous les continents, avec celle des travailleurs et des opprimés du monde entier de toutes couleurs en mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

6 septembre 2018

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)



- Brésil : des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)

IDÉES/HISTOIRE

- États-Unis : les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance : faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,80 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Pressé Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



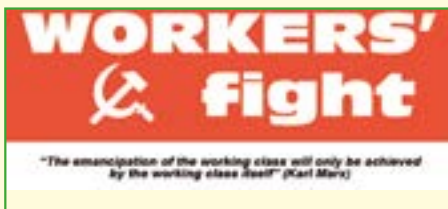
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



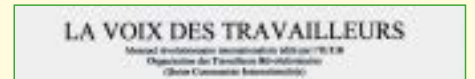
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

